

Centre d'Etudes, de Documentation
et de Recherche Economiques et
Sociales

AVRIL 2011



COLLOQUE INTERNATIONAL

Thème: « Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ? »
Ouagadougou, Burkina Faso - du 6 au 8 décembre 2010

RAPPORT DE SYNTHÈSE

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Dr Damien LANKOANDE

COMITE DE REDACTION

Dr Noël THIOMBIANO
Mlle Dorine KANMI
M. Joël KORAHIRE
M. Issa KOBAYAGDA
Dr Omer COMBARY
M. Hervé ZEIDA
M. Benoît KAFANDO
M. Oumarou ZALLE
M. Arnaud KAM
M. Mohamed COULIBALY
M. Yves BATUNGWANA
M. Placide NZITONDA
M. Prosper NIMOBOKE
M. Kobié NEBIE
M. Benjamin ZOUNGRANA

REALISATION

Dr Damien LANKOANDE
M. Issiaka SOMBIE



www.cedres.bf



SOMMAIRE

I. CEREMONIE D'OUVERTURE ET CONFERENCES INAUGURALES	2
1.1. Discours du Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques du Burkina Faso	2
1.2. Exposé du Professeur Taladidia THIOMBIANO, Directeur du CEDRES	2
1.3. Exposé du Professeur Moustapha KASSE	3
1.4. Exposé du Professeur John IGUE	4
II. PANELS DE LA THEMATIQUE 1	5
2.1. Travaux du panel 1	6
2.2. Travaux du panel 2	8
2.3. Travaux du panel 3	11
2.4. Travaux du panel 4	12
III. PANELS DE LA THEMATIQUE 2	13
3.1. Travaux du panel 5	13
3.2. Travaux du panel 6	15
IV. PANELS DE LA THEMATIQUE 3	17
Travaux du panel 7	17
V. PANELS DE LA THEMATIQUE 4	21
5.1. Travaux du panel 8	22
5.2. Travaux du panel 9	23
VI. PANELS DE LA THEMATIQUE 5	25
6.1. Travaux du panel 10	25
6.2. Travaux du panel 11	30
6.3. Travaux du panel 12	31
VII. PANELS DE LA THEMATIQUE 6	34
7.1. Travaux du panel 13	35
7.2. Travaux du panel 14	36
7.3. Travaux du panel 15	39
VIII. CLOTURE	39
ANNEXE : LA DECLARATION DE OUAGADOUGOU	41
La declaration de ouagadougou (en français)	42
La declaration de ouagadougou (en anglais)	47

I. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ET CONFÉRENCES INAUGURALES

1.1. Discours du Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques du Burkina Faso

Le colloque international qui s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso, du 6 au 8 décembre 2010 sur le thème « **Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ?** » a vu la participation de plus de 400 chercheurs et chercheuses venus d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

Les activités se sont déroulées autour de six thématiques subdivisées en 15 panels de cinq communications en moyenne chacun soit 78 communications y compris les communications inaugurales.



Discours inaugural de SEM Laurent SEDOGO, Ministre de l'agriculture burkinabè

Après le discours d'ouverture du colloque, prononcé par le Ministre de l'Agriculture, de l'hydraulique et des Ressources Halieutiques au nom du Premier Ministre, les professeurs Taladidia THIOMBIANO, Moustapha KASSE et John HIGUE ont présenté trois conférences inaugurales sous la présidence d'Ablassé OUEDRAOGO.

1.2. Exposé du Professeur Taladidia THIOMBIANO, Directeur du CEDRES

La présentation du professeur THIOMBIANO était intitulée « **Connaissance et méconnaissance de l'agriculture africaine : Etats des lieux** ». Il a d'abord fait état des problèmes de l'agriculture africaine notamment la faiblesse des rendements et les aspects socio-culturels qui la caractérisent. Ce qui fait naître la question centrale de la présentation : quel est le niveau de connaissance de l'Agriculture africaine ?

La connaissance étant définie comme la limite de l'ignorance, il ressort que la connaissance de l'agriculture africaine est insuffisante. Ce d'autant plus que la théorie occidentale n'est pas en mesure de déterminer le comportement des producteurs africains.

Bien que disposant suffisamment de terres, seules 7% des terres cultivables en Afrique sont irriguées. Toute chose, qui n'est pas favorable à la révolution verte. S'interrogeant sur le lien entre la connaissance traditionnelle et celle moderne, le professeur a fait ressortir des contradictions en prenant comme exemple l'agro-business qui a connu un échec dans certains pays dans les années 70-80 et qui rivalise avec l'agriculture paysanne. L'opposition cultures de rente et cultures vivrières a été décrite en considérant le paradoxe de SIKASSO où les agriculteurs de coton étaient plus pauvres que ceux des cultures vivrières. Il faut donc approfondir les réflexions pour un meilleur arbitrage entre les deux types d'agriculture.



Discours du Pr Taladidia THIOMBIANO, Directeur du CEDRES

Le problème de la réforme agraire et foncière et l'insuffisance de la microfinance pour financer l'agriculture ont été également développés. A ce niveau, une politique de mobilisation d'épargne tout comme l'adoption des réformes agraires consensuelles s'avère nécessaire. Le Directeur du CEDRES a enfin présenté les 2 facettes de la recherche africaine ; celle des institutions internationales orientée vers les cultures de rente, et celle des instituts nationaux privilégiant les cultures vivrières mais dont les résultats ne sont pas appliqués. La question de savoir quel peut être le moteur du développement de l'agriculture suite aux échecs successifs de l'Etat entre 1960 et 1990 et du privé à partir de 1990.

Au regard de ces analyses, Professeur THIOMBIANO propose une meilleure répartition des revenus entre les différentes couches sociales. Aussi, il faut une transformation des mentalités africaines pour favoriser la consommation des produits nationaux. En conclusion, il préconise l'investissement dans la formation et dans l'agriculture, l'intégration économique et monétaire et la construction des grands ensembles de recherche qui constituent des facteurs importants pour la relance agricole.

1.3. Exposé du Professeur Moustapha KASSE

A la suite de cette communication, le Professeur Moustapha KASSE s'est penché sur le thème « **L'Agriculture peut-elle être le moteur de la croissance ?** ». Dans sa présentation, il a présenté les fonctions de l'agriculture dans la révolution industrielle à savoir, la couverture des besoins alimentaires, le financement de l'industrie grâce au surplus



Conférence inaugurale du Pr Moustapha KASSE du Sénégal

agricole, la libération de la main d'œuvre au profit de l'industrie et la formation d'une demande intérieure. L'agriculture africaine n'a rempli véritablement aucune de ces fonctions. Pire, pendant que l'Afrique ne connaissait pas de crise alimentaire et les pays d'Asie connaissaient de famines, il y a 50 ans de cela, aujourd'hui la tendance s'est inversée et l'Afrique importe des produits agricoles dans ces pays.

La question est donc de savoir quelles sont les causes des médiocres résultats de l'Afrique ?

Une première explication donnée par le Professeur KASSE est la faillite des réformes néolibérales dans l'agriculture tout comme les formes de collectivisation de l'agriculture. Les raisons internes de la contreperformance sont l'abondance des terres peu propices à l'agriculture, les formes traditionnelles de son appropriation et l'agriculture pratiquée qui est de type familial. Les raisons externes, sont le détournement du surplus agricole et la détérioration des termes de l'échange. C'est autant de problèmes qui expliquent la situation de l'agriculture africaine.

Quelles sont donc les axes de développement de l'agriculture Africaine ?

Les propositions du Professeur KASSE sont la mise en place d'un Etat de qualité au cœur des dispositifs des transformations des campagnes africaines, des facteurs modernes de production et la réalisation des programmes favorables à l'agriculture.

En conclusion, il soutient que l'agriculture profite du surplus économique généré.

1.4. Exposé du Professeur John IGUE

Après le Professeur KASSE, la parole a été donnée au Professeur John IGUE qui a exposé sur le rôle de l'irrigation dans l'agriculture africaine.

Selon lui, l'Afrique possède d'énormes ressources en eau et donc un potentiel d'irrigation très considérable. Malheureusement ces potentialités ne sont pas exploitées. En plus des eaux de pluie, l'Afrique de l'Ouest possède des bassins fluviaux et une disponibilité en eau souterraine à ne pas négliger. Elle possède à elle seule 9 millions

d'hectares de terres irrigables mais 8% seulement sont exploitées. D'où la sous-exploitation des potentialités. Le Professeur John IGUE est convaincu que l'avenir de l'agriculture africaine réside beaucoup plus dans l'irrigation. En effet, les terrains aménagés au niveau de l'office du Niger au Mali par exemple fournissent des rendements agricoles nettement supérieurs aux terrains non aménagés. La différence de revenu et de niveau de vie des paysans sont également remarquables.



Conférence inaugurale du Professeur John IGUE du Togo

Cependant, bien que l'irrigation soit rentable et bénéfique, elle implique des coûts d'investissement très élevés et nécessite

l'intervention de l'Etat. Par ailleurs, le professeur a souligné trois raisons qui sous-tendent la pratique de l'irrigation : l'exode rural, l'urbanisation et les perturbations climatiques.

En conclusion, il propose l'irrigation comme une perspective pour le développement de l'agriculture africaine.

Les préoccupations soulevées par ces différentes communications étaient entre autres : le fait que les africains consomment très peu leurs productions agricoles, l'insuffisance du financement de l'irrigation et le foncier, et la distribution très inéquitable de la rente. .

A ces questions, les conférenciers ont apporté des réponses à savoir que les habitudes alimentaires des africains sont fortement influencées par l'extérieur et que les Etats n'arrivent pas à renverser la tendance. Aussi, les Africains développent des complexes sur ce qu'ils produisent. Concernant le foncier, il n'entrave pas l'agriculture périurbaine mais des réformes adéquates doivent être adoptées par les différents Etats. L'Etat doit également jouer un rôle moteur dans la redistribution du revenu et le financement de l'Agriculture.

A la suite des ces communications, le colloque s'est poursuivi par des travaux en panel.

II. PANELS DE LA THEMATIQUE 1

La première thématique sur « **les politiques agricoles de 1960 à nos jours** » a enregistré le plus de communications soit un total de 18.

Cette thématique a fait l'objet des discussions dans 4 panels (panel 1 à 4) dont le premier était modéré par Pr Bernadette Kamgnia Dia.

2.1. Travaux du panel 1

Le premier panel comptait quatre communications. La première a porté sur le thème « **Soutenabilité des filières cotonnières dans les Pays Africains de la Zone Franc (PAZF) : une analyse en termes de dépendance de sentier** » de M. Laurent Ilboudo et de M. Yankou Diasso. On peut retenir de cette communication que la production cotonnière qui était faible au début des années 1960 dans les pays africains de la zone franc a connu une explosion, amorçant une révolution verte après les indépendances. Cependant la transformation locale, meilleure



Dr Emile DIALLA (G) et Pr Bernadette KAMGNIA, Burkina Faso

voie de création de la richesse, ne représente qu'une infime partie du coton produit, ce qui expose le secteur plus durement aux chocs exogènes (subventions occidentales, baisse des prix, taux de change). Par ailleurs, la logique qui sous-tendait la production cotonnière dont l'objectif était de ravitailler les industries de la métropole à moindre prix, logique qui perdure alors même que ces industries aujourd'hui déclinent, explique l'échec des choix de développement de la filière opérés dans les politiques actuelles.

Au regard du contexte qui se prête à des réformes générales, des recommandations ont été formulées : (i) Il faut multiplier le nombre d'intervenants dans l'égrenage et réduire le nombre de négociants ; (ii) Redéfinir la notion de filière qui doit partir de la production des fertilisants à l'industrie locale de transformation textile ; (iii) Inciter à la consommation locale, ce qui pourrait commencer par la confection locale des tenues des militaires et scolaires, la répression de la fraude et la régulation des importations de friperie.

La deuxième communication « **Libéralisation et intervention de l'Etat** » présentée par ABESSOLO Hélène Nathalie, a fait le constat que l'avènement des PAS au cours des années 80 a entraîné le désengagement de l'Etat au profit de la libéralisation dans le secteur agricole au Cameroun. Le communicateur aboutit aux résultats que le système libéral bien qu'ayant permis une amélioration au niveau macroéconomique, a entraîné au niveau microéconomique un désastre social car l'incidence de la pauvreté a atteint 90% en milieu rural camerounais en 1993-94.

Afin d'assurer le développement du secteur agricole, le communicateur suggère que des réformes soient faites tant au plan national que sous régional. Il s'agit entre autres :

- **Au niveau national** : une politique incitative, une bonne gouvernance et une promotion des structures de suivi des projets.
- **Au niveau sous régional** : une harmonisation des politiques agricoles nationales.

La troisième communication exposée par Ouédraogo W Titiane a porté sur la « **Modélisation de l'offre céréalière des ménages agricoles** ». L'auteur part du constat que l'augmentation des prix des produits agricoles, les émeutes de la faim répétitive ont posé la problématique de la sécurité alimentaire pour le politique et du coup la question de l'offre agricole des produits céréaliers. L'objectif de cette étude est d'identifier à travers une approche duale de la fonction de profit, les déterminants de l'offre des produits céréaliers au Burkina. A cet effet, les résultats indiquent que les prix courants des produits céréaliers (mil, maïs) n'ont pas une influence sur leur propre perspective à la différence des facteurs fixes et variables qui influencent positivement la production céréalière. Cependant des recommandations de politique économique apparentes n'ont pas été faites.

La dernière communication de ce panel a été présentée par Ilboudo Abdoul Daouda Aziz sur « **Elaboration d'indicateurs synthétiques de sécurité alimentaire : une approche par la théorie des ensembles flous** ». Il aboutit aux résultats que 32,02% des ménages sont structurellement en insécurité alimentaire et qu'environ 30% des ménages composent le noyau dur de l'insécurité alimentaire au Burkina Faso. Par ailleurs en plus du fait que l'insécurité alimentaire n'est pas seulement un problème de disponibilité, l'étude montre qu'elle est plus marquée en campagne qu'en ville. Enfin, il ressort de l'étude que la disponibilité, la stabilité des approvisionnements, l'accessibilité et la qualité des consommations sont des facteurs déterminants lorsqu'on veut assurer la sécurité alimentaire des ménages.

Au regard de ces résultats, des recommandations ont été faites à savoir : (i) Développer des AGR et des microprojets; (ii) Diversifier l'agriculture et changer les habitudes de consommation ; (iii) Une bonne gestion du « patrimoine » alimentaire.

Au cours de ce panel, les débats ont porté d'une part sur quelques propositions :

- Celle d'une monnaie compétitive. En effet, un des intervenants pense qu'il ne faut pas perdre de vue les conséquences que le désarrimage à l'euro pourrait avoir sur les autres secteurs de l'économie. Le problème spécifique du coton ne suffit pas pour changer de monnaie qui du reste est un débat de fond.

- Le développement des infrastructures aériennes et maritimes au profit du secteur agricole pour le cas spécifique du Cameroun. En effet, pour un intervenant, cette proposition demande des moyens colossaux et pourtant n'a aucun effet apparent en termes de développement du secteur agricole. Pour ce faire, il propose plutôt de commencer par les infrastructures routières. Néanmoins pour le communicateur, au regard de la périssabilité des produits agricoles, le développement du transport aérien et maritime pourrait être une solution pour l'écoulement rapide de ces produits.

D'autre part, sur des questions méthodologiques :

- La nature de la variable prix utilisé dans le modèle à savoir, est-ce le prix au producteur ou le prix du marché. Le communicateur a précisé qu'il s'agit du prix bord champ. Par ailleurs, une critique a été sur le type de modèle ; certains proposent d'utiliser plutôt un modèle d'équilibre général calculable pour parvenir à des résultats assez intéressants. Le communicateur explique que les données à leur disposition ne permettaient pas le recourt à un modèle d'équilibre général calculable.

La thématique 1 s'est poursuivie dans les panels 2, 3 et 4.

2.2. Travaux du panel 2

Le panel 2 a été modéré par Dr James Sumberg avec cinq communications. La première présentée par KABORE Théophile et GUISSOU Richard, a porté sur « **L'impact du capital humain sur la productivité agricole** ». Elle avait pour objectif de mesurer l'impact du capital humain estimé par l'éducation et la formation sur la productivité agricole au Burkina Faso. Elle a abouti à la conclusion selon laquelle le capital humain accroît la productivité agricole globale de 14Kg par hectare. Mais, une analyse par culture révèle globalement que plusieurs des cultures céréalières ont une productivité indépendante du capital humain. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces dernières sont des cultures extensives.

La deuxième communication s'est intéressée au problème de « **Mutations agricoles et autosuffisance alimentaire au Togo (1958-1985)** ». Elle a été développée par Dr Joseph Koffi Nutefé TSIGBE qui se fixait pour objectif de dégager les facteurs explicatifs de la non réalisation de l'autosuffisance alimentaire au Togo de 1958 à 1985 malgré les nombreuses initiatives en faveur de l'agriculture. En rappel, l'auteur souligne que c'est à partir de 1958 que, pour la première fois on a exprimé l'idée de restructurer l'agriculture afin que la production agricole ne soit pas dominée par les produits d'exportation au détriment des produits vivriers. Ce vœu pour le secteur agricole Togolais a été systématisé, surtout dans le cadre de la planification, qui a connu le lancement de la Révolution verte dont l'aboutissement à court terme devait conduire la population à l'autosuffisance alimentaire. En dépit des efforts

déployés, force est de constater que l'objectif d'autosuffisance alimentaire qui a été à la base de la Révolution verte n'a pas pu être atteint à l'horizon 1985, considéré à la fois comme la fin de la planification, le début de l'autosuffisance alimentaire et l'année du décollage économique du Togo. Cet échec est tributaire des données politiques et conjoncturelles certes, mais les données structurelles ont joué tout de même un rôle non négligeable.

Cette communication a suscité les questions suivantes : (i) Quelles ont été les raisons du choix de la période d'étude ? (ii) N'existe-t-il pas des discontinuités au sein de la période d'étude ? (iii) De nos jours le Togo est-il à l'abri de l'insécurité alimentaire ?

En guise de réponse, le communicateur a donné les éléments suivants: (i) 1958 est choisie comme borne supérieure du fait que c'est en cette année que pour la première fois, les Togolais par la voix de leurs dirigeants, ont exprimé leur volonté de « décoloniser » l'agriculture aux fondements extravertis, hérités de la colonisation. S'agissant de 1985, elle est retenue compte tenu du fait que dans la logique de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire, 1985 a été choisie par le gouvernement de Gnassingbé Eyadema, à la fois comme année de réalisation de l'autosuffisance alimentaire et du décollage économique du Togo.. (ii) Il existe certes des discontinuités. Tous les historiens connaissent bien la réalité selon laquelle dans le simultané, il y a le non simultané. Mais ces discontinuités sont mineures par rapport aux grandes ruptures que représentent 1958 et 1985. D'ailleurs, la structure de la communication est fonction de ces ruptures internes à la période d'étude. . (iii) Le Togo à l'image des plusieurs autres pays de l'Afrique subsaharienne n'est pas à l'abri de l'insécurité alimentaire du fait des problèmes climatiques récurrents auxquels il fait face et surtout compte tenu de la sous-exploitation de ses sols ; pour mémoire, seuls 37 % des sols cultivables sont exploités au Togo.

« **L'évaluation des impacts de politiques de développement agricole et rural sur la pauvreté et la sécurité alimentaire** » a été la troisième communication de ce panel, développée par Guissou Richard, Kaboré Moussa et Coursangama Adama. Le but de l'étude est d'évaluer l'impact de trois mesures de politiques de développement rural sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Il s'agit d'évaluer l'impact de : (i) l'accroissement de la production du riz paddy à 260 000 tonnes en 2008, ; (ii) l'accroissement de la production de maïs à 560 568 tonnes en 2008 (+5%) et (iii) l'accroissement de la production halieutique à 11 400 tonnes en 2008 (+20%). L'analyse des différentes politiques à partir de la MCS a permis d'évaluer les impacts sur les secteurs d'activités, les facteurs institutionnels ainsi que sur les conditions de vie des ménages. Des simulations effectuées, il ressort globalement des impacts positifs sur l'ensemble de ces secteurs et sur les indicateurs de pauvreté. Toutefois, ces simulations restent au stade d'exercice car ayant été faites après la mise en œuvre des mesures de politiques.

La MCS qui permet de capter les différents impacts des mesures de politiques devrait être mise à profit pour orienter la prise de décision en tenant compte des coûts estimatifs des mesures de politiques.

Au regard de cette importante utilité, la mise en place d'un « comité permanent d'analyse des politiques à partir de la MCS » serait souhaitable. Les membres de ce comité se réuniraient au besoin pour donner des éclairages sur les impacts éventuels des mesures de politiques.

Dr Bienvenu ZONOU a été le quatrième paneliste avec le thème « **Interactions foncier, identités socio-territoriales et systèmes de production : contribution pour un développement durable** ». Son étude visait à dégager les interactions entre foncier, identités socio-territoriales et systèmes de production pour un développement durable. L'agriculture africaine est en pleine transition dans un contexte marqué par une recomposition sociale qui a une forte influence sur la gestion de la terre et des ressources. La prise en compte des interactions entre foncier, identités socio-territoriales et systèmes de production paraît indispensable tant au plan de l'approche que des clefs de lecture qu'elle offre. Il ressort de l'analyse que l'insécurité foncière est une menace pour la paix civile et la gestion durable des terres et des ressources, qu'elle limite l'investissement, ne permet pas la croissance, favorise les conflits et s'oppose donc au développement durable. Ainsi, inscrire nos systèmes de production dans une sécurité foncière devient une priorité.

Deux principales questions ont animé les débats dans cette communication : (i) Comment sont gérés les conflits socio-territoriaux au niveau des multinationales au Burkina Faso ? (ii) En quoi la migration est source de conflit ?

En guise de réponse, le communicateur soutient que contrairement à certains pays de la sous région, au Burkina Faso l'accaparement des terres par les multinationales est quasi absent. La relation autochtones-migrants implique une rencontre de différentes cultures qui ne se produit pas sans conflit. Au départ, ils sont ouverts à l'accueil (migration salvatrice) mais la réalisation de surplus et de meilleur rendement par les migrants deviennent source de conflit.

La dernière communication présentée par GUISSOU Richard a porté sur : « **Analyse des impacts des mesures fiscales face à la hausse des prix des denrées alimentaires** ». L'objectif de l'étude est d'évaluer l'impact de la mesure fiscale prise pour faire face à la vie chère sur le développement économique du Burkina Faso en vue d'en tirer les leçons et de faire des recommandations d'orientations politiques pour une meilleure fluidité et de réglementation du marché local pour l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire aux niveaux national et local.

L'analyse par simulation de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires a fait ressortir une baisse de revenu, entraînant une baisse de bien-être global. En effet, le PIB baisse entraînant aussi une baisse du revenu de l'Etat. La mesure de politique nationale de suppression des droits de douanes a freiné l'impact de la crise alimentaire. Cependant, cette mesure à elle seule n'est pas une politique de relance de l'économie du pays, étant donné qu'elle part à l'encontre des exportations et donc à l'encontre de la production nationale.

L'unique interrogation soulevée par cette communication a été de savoir si « L'annulation des droits de douane n'engendre-t-elle pas des effets de surtaxation sur d'autres produits ? ».

Pour l'auteur, l'annulation des droits de douane constitue un manque à gagner pour le budget de l'Etat. Afin de combler ce déficit l'Etat peut augmenter la taxation dans d'autres secteurs.

2.3. Travaux du panel 3

Quant au panel 3, il a été modéré par le Pr Jean Bernard Ouédraogo. Il a connu trois communications sur cinq inscrites.

La première communication portait sur « **Stratégies d'adaptation agricole durable face à la péjoration pluviométrique dans la commune de Ouessé au Bénin** » et était présentée par ETENE Cyr. Gervais de l'Université d'Abomey Calavi. L'orateur a analysé plusieurs stratégies développées par les paysans et les pouvoirs publics dans la perspective de développement d'une agriculture durable. Ainsi, dans le but d'évaluer l'impact des péjorations pluviométriques sur les productions céréalières dans la commune de Ouessé, les données pluviométriques, les superficies emblavées et les statistiques sur la production agricole dans cette commune ont été utilisées. Il résulte de cette étude que les récessions pluviométriques affectent négativement la production et les revenus des producteurs. Pour y remédier, l'auteur a proposé l'élaboration des mesures visant à favoriser l'adaptation aux péjorations pluviométriques sur la base des connaissances existantes, (i) création de micro-barrages et intensification des aménagements hydro-agricoles et l'information sur la péjoration pluviométrique et la sensibilisation des paysans, (ii) renforcement des structures de recherche, (iii) mobilisation des eaux de ruissellement, création de micro barrages et intensification des aménagements hydro-agricole, (iv) information sur la péjoration pluviométrique et sensibilisation des paysans, (v) adoption de nouvelles variétés et des techniques d'utilisation des engrais et (vi) utilisation des techniques de semis répétés.

La deuxième communication faite par Njomaha Charles a concerné la « **Diffusion des systèmes de couverture végétale au Nord-Cameroun : Contraintes d'adaptation et perspectives** ». Dans cette communication, l'auteur a mis en évidence des Systèmes performants de cultures sur Couverture Végétale (SCV) comprenant les associations Sorgho et Maïs avec *Brachiaria* ou *Crotalaire* en rotation avec le Cotonnier paillé mis au point par le projet ESA suite à la dégradation des sols au Nord-Cameroun. Ainsi, une enquête auprès d'un échantillon de 238 exploitants choisis dans les 4 terroirs-cibles du projet a été menée pour déterminer les contraintes d'adoption et formuler des recommandations. D'après les résultats, 15% à 35% des exploitants pratiquent les SCV sur une superficie moyenne de 0,3ha, soit 15% des parcelles cultivées. Les contraintes d'adoption englobent la perte de la biomasse produite par les

feux de brousse ou la vaine pâture, les difficultés de contrôle des adventices, termites, huîtres et myriapodes induits par le paillage, et le temps requis pour les travaux additionnels liés au semis et à l'épandage d'engrais sous paillis. L'auteur a suggéré au projet de continuer les actions de sensibilisation et d'accompagnement, de tester la canne planteuse et les motoculteurs pour réduire le temps d'installation des SCV, d'approcher les autorités administratives pour une révision des couloirs de la transhumance transfrontalière au sein de la CBLT.

Enfin la troisième communication sur « **Analyse de la compétitivité de la filière riz local au Burkina Faso** » de **Dr Kabore MOUSSA**, consistait à montrer que le riz joue un rôle incontournable dans la stabilité sociopolitique au niveau national. La production nationale demeurant modeste et les besoins essentiellement couverts par les importations, occasionne d'importantes sorties de devises. Selon l'auteur, plusieurs mesures de politique ont été définies par le gouvernement à cette fin. Et au regard de la raréfaction des ressources, il devenait indispensable d'évaluer la compétitivité de la filière riz local et d'éclairer les décideurs sur un choix rationnel ayant des impacts multiples sur les différents aspects de la filière. L'instrument utilisé pour cette étude est la matrice d'analyse de politique (MAP) sous le logiciel VCA. L'étude montre que les mesures proposées présentent des avantages pour la filière par l'augmentation de la production, la création d'emplois et l'amélioration des revenus.

Des questions d'éclaircissement ont été posées, entre autres : (i) la définition de semis répétés. (ii) les inquiétudes quant aux solutions envisageables à moyen et long terme au cours des périodes des perturbations de changements pluviométriques.

2.4. Travaux du panel 4

Le dernier panel de cette thématique a été modéré par le Pr John IGUE.

La première communication a été présentée par Madame ZOSSOUS.H. Norliette. Après avoir mis en exergue les étapes marquantes de la politique agricole béninoise depuis les indépendances, elle a ressorti les forces et les faiblesses à travers un état des lieux des différents secteurs composant le monde agricole.

« **La sous-alimentation en milieu rural au Burkina Faso : mesures, études de sensibilité et déterminants** » présenté par KABORE Moussa a été la deuxième communication de ce panel. L'auteur aboutit aux résultats que les migrations, la cueillette, les AGR et la pêche sont des activités de diversification qui influencent de façon significative l'apparition de la sous-alimentation dans un ménage. Toutefois, les effets marginaux de ces facteurs ne sont pas du même ordre. Parmi les déterminants retenus, la taille de l'exploitation est la plus importante dans la réduction du risque d'insécurité alimentaire. Aussi, le marché à travers les achats et ventes qu'effectuent les ménages influencent de façon significative l'occurrence de la sous-alimentation. En plus l'amélioration des rendements agricoles et le

soutien aux stratégies de diversification des sources de revenus adoptés par les ménages sont incontournables pour freiner la sous-alimentation au Burkina Faso.

En guise de recommandation, l'auteur souhaite que l'Etat puisse à court terme mettre l'accent sur la diversification du portefeuille des activités des ménages en vue de réduire leur risque de connaître la sous-alimentation. En outre, la mise œuvre de politique visant à favoriser les mécanismes du marché dans le monde rural serait un atout pour le respect des engagements concernant la lutte contre la sous-alimentation.

III. PANELS DE LA THEMATIQUE 2

La deuxième thématique couverte par le colloque a porté sur les « **Politiques de recherche dans l'agriculture** ». Au total, 5 communications sur 9 prévues se sont penchées sur cette thématique au cours de deux panels (5 et 6).

3.1. Travaux du panel 5

Le panel 5 a connu 4 communications et a été modéré par le Professeur Aimé GOGUE dans la salle IDS. La première communication présentée par NANA P. Pascal a porté sur « **Entre désertification et développement : le cas du Bam au Burkina Faso** ». L'étude avait pour objectif, d'analyser l'impact des activités humaines sur la dégradation des ressources naturelles dans la province du Bam et les solutions traditionnelles et modernes mises en œuvre pour contrer le phénomène de la désertification.

A partir des exemples de deux villages du Bam (Foulou et Yalka), l'analyse diachronique des données cartographiques et celle des données (quantitative et qualitative) collectées a permis à l'auteur de conclure à une régression des potentialités agro-écologiques de la province liée à la dégradation des ressources naturelles et à une prise de conscience de la part des populations du phénomène, matérialisée par la mise en œuvre de plusieurs stratégies d'adaptation. Malheureusement, ces stratégies n'ont eu que d'effets marginaux et comme alternative, l'auteur propose de vulgariser à travers tout le pays, les techniques CES dont les effets sur le terrain sont indéniables.

Les débats suscités par cette communication, ont globalement porté sur la difficulté pratique de la mise en place de la technique CES. Aussi un participant s'est inquiété de la nature des données utilisées qui sont d'ordre différent pour une même étude. Un autre a suggéré de revoir le questionnaire établi car des réponses comme « la dégradation du milieu naturel est d'origine divine » ne fera pas avancé un chercheur.

L'auteur quant à lui a fait comprendre que la difficulté majeure du CES est qu'il mobilise de grands moyens financier, humain et technique et que les données de nature différente ne met pas en cause la bonne tenue de l'étude puisque ces données ont été collectées à des périodes différentes.

A la suite de cette communication, BAMBA Hubert E.S.A a partagé avec les participants les résultats de sa recherche sur « **Biocontrôle de la chenille mineuse des épis de mil *Heliocheilus albipunctella* de Joannis (Lepidoptera; Noctuidae), par le lâcher du parasitoïde *Habrobracon hebetor* Say (Hymenoptera; Braconidae), au Nord du Burkina Faso** ». Après avoir fait le constat de la baisse de la production du mil pénicillaire, due aux contraintes abiotiques (en particulier la chenille mineuse), biotiques et socio-économiques, l'auteur a focalisé son analyse sur la réduction des effets néfastes des *Heliocheilus albipunctella* de Joannis en vue d'accroître la production du mil.

Après une expérience menée dans 13 villages dont 3 villages témoins, il aboutit aux résultats selon lesquels l'apport du parasitoïde *H. Hebetor* en milieu naturel permet une forte réduction des attaques des MEM et aussi une forte réduction du nombre des larves de la MEM. Ces résultats permettent à l'auteur de conclure que le *H. Hebetor* est un bon agent de lutte biologique. Il préconise alors la lutte biologique comme solution au problème de la MEM ; solution sans danger sur la santé humaine.

A la suite de l'exposé, les questions soulevées par les participants ont porté sur : (i) l'existence d'autres techniques de lutte contre les insectes, (ii) la possibilité de vulgarisation de la lutte biologique et (iii) l'existence d'autres types de parasitoïde hormis le *H. Hebetor*.

L'exposant soutient que plusieurs méthodes de lutte contre le parasite ont été expérimentées. Cependant le contexte sahélien fait que le recours à la lutte biologique est plus efficace. En ce qui concerne la vulgarisation de cette technique, il souligne que son travail s'inscrit dans le cadre d'un projet qui prend en compte le volet de la diffusion. Il mentionne également l'existence d'au moins six parasites, mais fait remarquer que le *H. Hebetor* est devenu le principal ravageur devant les borers de tige à la suite de la grande sécheresse.

Le biocarburant a également fait l'objet des discussions au colloque sur le thème « **Biocarburant au nord, famine au sud : un paradoxe du développement durable en Afrique ?** », le Professeur BOUHDIBA Sofiane a montré que le Biocarburant, carburant d'origine végétale, a eu un succès à cause de la réduction des réserves des stocks de pétrole dans la plupart des pays et de la hausse des cours du pétrole brut. Cependant, il a souligné que le développement du BC comme substitut à l'énergie fossile, a entraîné un détournement de la production céréalière des pays africains, ce qui a conduit à une pénurie alimentaire. En effet, ceci a eu pour conséquences des « émeutes » de la faim dans de nombreux pays africains (Sénégal, Burkina Faso, etc.). Face à ses effets néfastes sur la sécurité alimentaire, le développement de biocarburant de seconde génération (c'est-à-dire produit à partir des résidus agricoles) serait souhaitable. Il conclut que la filière peut être un véritable moteur de développement pour l'Afrique.

Sur cette communication, la préoccupation des participants était la place que pouvait occuper l'Afrique dans la nouvelle dynamique qu'offre le biocarburant.

En guise de réponse, l'auteur pense que le biocarburant serait une opportunité pour l'Afrique à condition de développer le Biocarburant de seconde génération et d'éviter de concéder les terres aux multinationales.

Ce panel s'est achevé avec la communication de Denis Pompidou FOLEFACK sur le thème « **La recherche cotonnière face aux évolutions de la filière cotonnière au Cameroun** ». Après avoir fait le constat de l'intérêt économique majeur que revêt le développement de la culture cotonnière pour les populations, l'auteur a relevé la crise cotonnière entraînée par les crises successives du marché mondial depuis les années 1990. Face à cette préoccupation, l'auteur se pose la question de savoir comment la recherche cotonnière peut permettre à la filière de répondre aux exigences des producteurs et du marché international ?

L'étude a fait ressortir que la recherche agricole a permis de développer et vulgariser plusieurs variétés de coton. Aussi, la recherche cotonnière fait face à plusieurs exigences dont les demandes des filières. Cette recherche a fourni une dizaine de variétés qui ont amélioré la productivité et contribué au renforcement de la compétitivité. Toutefois, cette recherche cotonnière a plusieurs contraintes dont quelques solutions sont de renforcer la section agronomique en ressources humaines, mobiliser des financements complémentaires, renforcer la participation active de tous les partenaires.

A l'issue de cet exposé, les participants se sont inquiétés sur le fait qu'on encourage l'adoption des OGM tandis que les paysans pauvres pour la plupart sont presque incapables de se procurer les semences. Et aussi comment les Etats Africains pourraient encourager les producteurs face aux subventions des pays du Nord ?

L'auteur a apporté des éclaircissements en relevant que les OGM accroissent la production de l'ordre de 30% et vu l'expérience du Burkina, l'Etat Camerounais a accordé un essai sur les OGM. Il poursuit en disant que les Etats pourraient relever le prix d'achat du coton graine et/ou accorder des subventions au niveau des intrants.

3.2. Travaux du panel 6

Les exposés sur la thématique 2 se sont poursuivis avec le panel 6, constitué de quatre communications. Malheureusement, une seule communication a pu avoir lieu pour diverses raisons dont notamment la crise post électorale de la Côte d'Ivoire qui n'a pas permis aux communicateurs ivoiriens d'être présents. La seule communication de ce panel a été faite par Pr Peter J. MATLON de l'université de CORNEIL sous la modération de Dr Issa Martin Bikienga du CILSS. L'auteur a axé sa communication sur le thème « L'émergence de l'Afrique : directives,

opportunités et défis pour la recherche agricole ». Le communicateur a présenté la situation de croissance économique rapide qui est entrain d'apparaître dans un nombre croissant de pays africains depuis 1995. Cette croissance inclut la croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture. Il s'est ainsi focalisé sur 17 pays non pétrolier qui montrent les croissances les plus rapides et les plus soutenues, tout en soulignant les facteurs explicatifs. Ceux ci incluent, entre autres, la bonne gouvernance, des politiques et gestion économiques améliorées et l'amélioration du climat des affaires, une nouvelle génération de leaders, l'expansion rapide des technologies de l'information et de la communication et un rééquilibrage des relations avec les donateurs. Ces pays "émergents" démontrent qu'avec de bonne gestion économique et politique, et avec l'adoption des nouvelles technologies, une croissance rapide et soutenue est possible en Afrique au Sud du Sahara. En dehors de ces facteurs il en existe d'autres susceptibles de nourrir et de soutenir l'agriculture africaine dans les prochaines années, parmi lesquels on peut citer l'émergence d'une classe moyenne urbaine, de nouveaux marchés agricoles et une recherche réorientée, visant au développement des technologies agricoles qui sont plus appropriées pour les petits exploitants agricoles, mais qui en même temps répondent mieux aux opportunités des marchés émergents.

Sa confiance en l'agriculture lui conduit à recommander 10 approches stratégiques pour s'assurer que les bénéfices issus de la future croissance agricole sont plus équitables. Celles-ci comprennent : le fait de continuer à mettre l'accent sur les petits agriculteurs, continuer à développer des nouvelles technologies de production qui conviennent aux besoins des pauvres petits agriculteurs, adoption de réformes foncières pour protéger la sécurité des petits agriculteurs marginalisés, un plus grand accent sur le renforcement des femmes agriculteurs, des subventions ciblées non perturbatrices, expansion des systèmes de marché d'information, promotion des actions collectives entre les petits agriculteurs, le développement et le renforcement des lois sur la compétition dans, utilisation des taxes d'encouragement pour motiver les agrobusiness à travailler avec les petits exploitants et qui sont dans les régions à faibles potentialités, enfin, une facilité d'accès au crédit agricole et une technologie à bas coût.

A l'issue de la communication, les questions ont porté sur la stratégie de spécialisation des pays africains, la conciliation de la production agricole et la protection de l'environnement, la vision des pays occidentaux du développement de l'agriculture en Afrique, les mesures d'accompagnement pour l'élimination des barrières douanières, la comparaison des résultats par zone géographique et enfin le type d'agriculture susceptible de booster l'Afrique. Des suggestions ont porté sur la comparaison de la croissance de la production et celle de la population et la présence d'un porte-parole des chercheurs au sein du gouvernement.

L'auteur a tenté d'apporter des réponses à certaines questions. Pour lui, l'agriculture de type intensif concilie bien la hausse de la production et la protection de l'environnement. Aussi, les Etats doivent négocier sur la base de l'avantage comparatif pour la spécialisation tout en maintenant leur place au niveau international. Enfin, le choix du type de l'agriculture à adopter doit dépendre de l'analyse de la matrice d'analyse politique.

IV. PANELS DE LA THÉMATIQUE 3

Travaux du panel 7

La thématique « **financement de l'agriculture** » comportait un seul panel. Ce panel contenait cinq communications mais seulement trois ont fait l'objet d'une présentation sous la modération du Dr Emile DIALLA. En effet, la première communication présentée par Alain Latoundji BABATOUNDE, avait pour thème, « **Régime et contribution du microcrédit à la productivité du travail agricole dans l'UEMOA : cas du Bénin** ». A travers une analyse du marché de microcrédit dans une approche de déséquilibre, l'auteur a identifié le régime de microcrédit. De ses analyses, il ressort que selon les statistiques, le secteur agricole au Bénin compte 70% de la population active. Le coton constitue la principale culture d'exportation et contribue jusqu'à 90% des recettes d'exportation.

Le secteur agricole est un secteur très prépondérant et reste le moteur de la croissance économique durable. Cependant, il est dominé par de petites exploitations familiales, vulnérables (aléas climatiques) avec une faible compétitivité (coût des intrants, chocs externes, termes de l'échange, faible mécanisation).

Par ailleurs, la question de recherche est de savoir quel est le type de régime dominant sur le marché de microcrédit agricole dans l'espace UEMOA, le Bénin en particulier et comment le rationnement et le défaut de rationnement sur le marché de microcrédit affecte la productivité du travail agricole des exploitants.

Pour répondre à cette question, une analyse du marché de microcrédit dans une approche de déséquilibre en référence à Levratto (1992) et Cieply (1997) et une estimation de l'équation de productivité du travail ont été adoptées dans un premier temps.

L'étude a été réalisée sur 225 exploitations agricoles dont 125 exploitations individuelles (familiales), 45 fermes agricoles et 55 groupements de femmes. L'auteur justifie le choix de l'échantillon par la composition du secteur, les modes de fonctionnement et le rôle dans l'emploi, la production et la clientèle des IMF. Ces données sont extraites des bases du portefeuille de quinze (15) CLCAM du réseau FECECAM au Bénin.

Les résultats montrent qu'au seuil de 5% ou 10%, 50% des parts du marché du microcrédit agricole se retrouvent en équilibre. L'autre part est relativement en déséquilibre avec un régime d'offre dominant ou un régime de demande dominant suivant le type d'exploitation considéré. Le rationnement de crédit par l'offre reste une contrainte à la finance agricole touchant en premier lieu les groupements de femmes à plus de 30%, en second lieu les fermes agricoles à près de 20% puis seulement 13% des exploitations familiales. On constate que l'analyse de la productivité du travail est relative à l'ensemble des exploitations agricoles de l'échantillon mais il serait très intéressant

d'approfondir cette analyse relativement à chaque type d'exploitation, afin d'apprécier la productivité relative du travail agricole dans l'une ou l'autre et généraliser l'étendue de l'étude.

Comme recommandation, dans la perspective d'une agriculture de développement, la sécurité alimentaire et l'accroissement de la production du secteur à des fins d'exportation, l'auteur recommande l'augmentation de la productivité du travail agricole, laquelle passe par la levée des contraintes financières qui touchent particulièrement les fermes agricoles et les groupements féminins plus organisés en termes de mode de production et plus créatives d'emplois et de valeurs ajoutées, l'appui institutionnel et financier au profit des IMF intervenant dans le secteur agricole pour permettre une adéquation offre – demande et réduire le rationnement.

Les principales interrogations soulevées sont les suivantes : (i) Quels renseignements tirés des IMF pour qu'il y ait des structures d'IMF viables et fiables pouvant assurer un financement agricole durable ? (ii) Les femmes et les groupements féminins se retrouvent fortement rationnés, pourquoi les IMF optent de rationner le crédit accordé à ces catégories d'emprunteurs ? (iii) Pourquoi alors y a-t-il une incompatibilité entre l'agriculture, le financement du secteur agricole et le taux d'intérêt ? (iv) Pourquoi continuer avec l'agriculture familiale qui, semble marginalisée par le système financier (classique et de proximité) ? Ne faudrait-il pas aller vers une agriculture moderne ? (v) En quoi consistent les systèmes de sécurisation des services agricoles ? (vi) Si les IMF ont réussi au Cameroun pourquoi ne pas réadapter les mécanismes qui ont été développés là bas et restructurer ces institutions ce qui ferait avancer l'agriculture et ainsi faire booster l'économie ? (vii) Par rapport aux IMF, le milieu rural connaît des risques croissants, les IMF ont un rapport conflictuel avec les acteurs du secteur. Compte tenu de cette situation, quels types de financement les IMF sont-elles-prêtes à fournir ?

Au terme de ces questionnements, l'auteur a apporté des éléments de réponse essentiellement à la deuxième question. En effet, pour l'auteur, le rationnement du financement aux groupements féminins se pose en termes de problème de performances de ces IMF car les groupements féminins et les femmes en général sont des catégories d'emprunteurs plus crédibles mais le montant déboursé par l'IMF reste encore inférieur au crédit sollicité ; ce qui explique le rationnement.

La deuxième communication de ce panel donnée par SORO Gnoudanfoly Amadou portait sur le thème : « **Financement de l'agriculture en Zone UEMOA : Quelle contribution de la microfinance ? Contraintes et perspectives d'améliorations** »

Faces aux besoins croissants de l'agriculture et des risques élevés de financement des activités agricoles, il s'agissait pour l'auteur de montrer comment les IMF peuvent concilier les objectifs de viabilité, de pérennité et répondre aux besoins de financement de l'agriculture dans la zone UEMOA. Pour y arriver, il fait un bref rappel de l'évolution conceptuelle du financement en agriculture qui selon lui rythme avec celle de la pensée économique dans les pays en

développement. Cette évolution, il la présente en trois étapes, allant des politiques d'étatisation (1960- 1970) aux politiques de libéralisation financière (1980-1990) et enfin aux politiques d'institutionnalisation (à partir des années 90).

Après cette présentation, il fait une présentation des besoins de financement en agriculture qu'il subdivise en besoins de court terme et en besoins de long et moyen terme. Toutefois, il insiste sur d'autres types de besoins entre autres, la nécessité de besoin d'épargne des populations rurales. Par la suite, il expose les contraintes liées au financement de ses besoins. Ces contraintes selon lui sont spécifiques aux activités agricoles, aux institutions de microfinance et à l'environnement économique et social. Aussi, un bref état des lieux de la microfinance et une analyse de la contribution en fonction de la nature des IMF révèle une prédominance des systèmes mutualistes. Il note qu'au Bénin que les mutuelles ont participé à hauteur de 99 % du volume de crédit apporté par les IMF à l'agriculture, plus de 90% en Côte d'Ivoire, 75% au (Mali, Sénégal, Togo) et 60% pour le Burkina Faso. Le Niger fait exception avec une contribution des mutuelles faibles de 26% mais avec une légère dominance des projets à volet crédit (48%). Ainsi, trois suggestions majeures ont été émises pour améliorer les services offerts par les IMF au secteur agricole. Il s'agit d'offrir des services de micro finance adaptés aux activités agricoles, de sécuriser le crédit agricole et enfin, de renforcer la collaboration entre structures de micro finance elles-mêmes et entre IMF et Banques commerciales, et entre institution de micro finance et secteur agricole (organisation paysanne).

Au terme de cet exposé, deux interrogations ont animé les débats sur le thème : (i) Pourquoi le système de financement n'arrive pas à faire baisser les coûts et les taux d'intérêt dans le financement agricole alors qu'il ya prolifération des IMF ? (ii) Ne faudrait-il pas envisager des possibilités de retour de l'Etat dans le financement du secteur agricole étant donné que l'agriculture est un bien public, vu que l'Etat y était déjà dans les années 70-80 et qu'à cette époque les choses semblaient aller mieux par rapport à la situation d'aujourd'hui ?

En guise de réponse, le communicateur énonce que les taux d'intérêt en microfinance ne sont pas forcément les plus élevés car ils se situent autour de 2 à 3% dans les IMF comparés à ceux des usuriers qui sont de l'ordre de 10 à 50% par mois. La prolifération des IMF n'entraîne pas une baisse des coûts et des taux d'intérêt car ceux-ci représentent les charges fixes nécessaires au fonctionnement de ces structures et des risques élevés au niveau des activités agricoles. Par ailleurs, ces taux d'intérêts élevés pourraient s'expliquer par la méconnaissance de l'agriculture, des activités financés par les IMF. Enfin, il pense que le problème avec le taux d'intérêt est que les IMF agissent comme des systèmes financiers classiques, et elles ignorent les enjeux du secteur agricole.

De nombreux mécanismes sont mis en œuvre afin de réduire les risques liés au financement des activités agricoles. Il cite entre autres mécanismes, le leasing, le warrantage agricole qui sont des moyens pour faciliter le financement agricole par les IMF.

Le communicateur a prôné le retour de l'État, mais ce retour doit se faire à travers des politiques visant à soutenir les IMF dans le financement agricole. Sa proximité au monde rural que tout autre source de financement est un atout qu'il faut prendre en compte.

Selon lui tout comme les banques classiques, les IMF exigent des garanties dont ne dispose les paysans. L'Etat pourrait jouer le rôle de garant des prêts auprès de ces institutions, ce qui faciliterait l'accès à une grande partie des agriculteurs aux crédits.

La dernière communication de ce panel sous le thème : « **Financement interne et externe de la recherche agricole au niveau national (cas des centres de recherche) et régional (cas des OIG)** » a été présentée par Dr BIKIENGA Martin. Il avait pour objectif de faire une analyse de la contribution de l'agriculture dans le PIB réel (pays de la CEDEAO).

Il ressort de ses analyses qu'en Afrique subsaharienne l'agriculture - qui inclut, dans une acception large, les productions végétales, la transformation agroalimentaire, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière - est un secteur crucial à bien des égards. En effet, l'agriculture est nourricière, est source de revenus et enfin l'agriculture est créatrice d'emplois.

Cependant, l'auteur montre qu'il existe de nombreux facteurs limitant la performance de l'agriculture africaine. Ces facteurs sont politiques, socioéconomiques et environnementaux. Par ailleurs, les enjeux majeurs pour l'agriculture africaine sont d'ordre démographique, moral et économique.

Comme perspectives et recommandations, le communicateur a proposé : (i) L'engagement politique fort des Etats: sans cet appui, il sera difficile de mobiliser les financements; (ii) La mise en place des systèmes appropriés de gestion et de comptabilité ainsi qu'un suivi et une évaluation systématique des programmes; (iii) Faire participer toutes les principales parties prenantes à la gouvernance des institutions de recherche et de vulgarisation agricoles; (iv) Ouvrir la recherche agricole à davantage d'acteurs; (v) Rechercher la durabilité dans les mécanismes de financement. (vi) Affecter au moins 1% du Produit intérieur brut (PIB) au financement de la recherche au niveau des États, (vii) Procéder à une mise en cohérence des politiques budgétaires nationales, afin de dégager des crédits suffisants pour le financement de la recherche; (viii) Avoir une plus grande implication du secteur privé dans le financement de la recherche agricole tant au niveau national que régional, (ix) Avoir un engagement plus fort des organismes sous-régionaux (CEDEAO, CILSS, UEMOA) dans la recherche des financements en faveur des activités de recherche ; (x) Créer un fonds régional pour le financement durable de la recherche agricole en Afrique.

A l'issue de cet exposé quatre interrogations ont animé les débats : (i) En raisonnant en équilibre partiel qui va financer l'économie ? (ii) Quelle explication donner au fait que le financement de l'Etat par rapport au financement des autres partenaires est déficitaire ? (iii) Pourquoi le système financier n'arrive pas à s'intéresser au secteur agricole ? (iv) L'Etat ne joue pas son rôle, les financements nationaux sont très faibles : qu'est-ce qui entrave effectivement ce financement de l'agriculture ?

Les éléments de réponses donnés par l'auteur peuvent être résumés comme suit :

Selon l'auteur, le financement de la recherche agricole est de la responsabilité des Etats, il ne faut pas s'attendre à quelqu'un d'extérieur qui viendrait le faire à la place de l'Etat. Il faut 1% du PIB à la recherche agricole comme financement. En Afrique de l'Ouest, il y a un institut de recherche très reconnu pendant longtemps (Mali), à Niamey par exemple il y a un centre de recherche.

Où chercher l'argent ? L'agriculture elle-même peut se financer selon l'auteur. Il faut alors des chercheurs. Une situation de paradoxe s'observe à ce niveau dans la mesure où on veut que l'agriculture se développe alors qu'on y alloue qu'un budget insignifiant. Pour arriver au taux de 6% de croissance minimum proposé à Maputo, il faut investir dans le secteur agricole. Ceux qui sont intéressés, impliqués dans le secteur agricole doivent mettre en place un système de gestion viable et fiable, assurer un suivi-évaluation des institutions de financement. Il faut une ouverture de la recherche agricole à davantage de partenaires (institutions de financement, collectivités locales, .Il faut la durabilité, un système qui s'investit dans la durée. Il faut une cohérence dans les politiques agricoles : si l'agriculture rapporte de l'argent (des devises), il faut alors investir davantage dans l'agriculture.

V. PANELS DE LA THÉMATIQUE 4

« **Les politiques agricoles et marchés** » étaient la thématique 4 du colloque. Cette thématique a été discutée au cours du panel 8 avec 4 communications et du panel 9 avec 3 communications.

5.1. Travaux du panel 8

L'exposé 1 du panel 8 a porté sur « **L'industrie agroalimentaire sénégalaise : poids dans l'économie nationale et position extérieure de ses filières** ». Il a été présenté par François-Seck FALL. Il ressort de cette étude que le secteur agroalimentaire est un élément important du système économique sénégalais, de par son poids dans la main-d'œuvre du pays. Cependant, force est de constater que sa position nationale et internationale se dégrade de plus en plus, malgré la série de politiques et de stratégies agricoles qui ont été mises en œuvre depuis les indépendances. L'agroalimentaire souffre ainsi de lacunes structurelles aggravant alors la dépendance extérieure du Sénégal.

Les perspectives pour juguler ces difficultés sont, entre autres, la mise en œuvre d'une politique volontariste de renforcement des filières existantes, la sensibilisation de la demande locale qui est déjà forte par rapport aux produits locaux, et la consolidation d'un marché intérieur. L'utilisation des progrès techniques dans l'agriculture permettrait sans doute d'augmenter la productivité et de réduire ainsi la dépendance extérieure.

Le deuxième exposé animé par Dr Safiétou SANFO sur « **Politiques publiques et lutte contre la pauvreté : le cas du Plateau Central au Burkina Faso** » a permis d'évaluer les impacts de scénario alternatifs de politique économique sur la pauvreté rurale dans le Plateau Central au Burkina Faso. La conclusion essentielle de cette analyse est qu'il est nécessaire, afin de permettre une sortie de la pauvreté de l'ensemble des ménages, de fournir simultanément un meilleur accès à l'équipement, à l'irrigation, aux marchés d'inputs et d'outputs comme du capital ainsi qu'une stabilisation des prix.

Dr. Sandrine FREGUIN-GRESH à travers le thème « **Démythifier l'agriculture sous contrat : Le cas de l'Afrique du Sud** » a par une analyse économétrique, testé empiriquement l'importance de l'agriculture sous contrat en Afrique du Sud et analysé les déterminants de la participation à des contrats afin d'évaluer leurs implications en termes d'amélioration des conditions de vie des agriculteurs. Elle aboutit aux résultats que les contrats sont associés à des ménages dirigés par des hommes, ayant peu d'accès à des revenus non agricoles (et donc plus spécialisés dans l'agriculture), ayant accès à l'irrigation et détenant un plus grand nombre de bovins. Ce qui conduit à l'exclusion des agriculteurs ayant une faible dotation foncière et les ménages plus âgés qui supportent une grande famille. Le revenu agricole est influencé positivement par le nombre d'actifs sur l'exploitation, la superficie cultivée, le mode de tenure foncière (terres privées, redistribuées).

Le quatrième exposé donné par Dr Souleymane OUEDRAOGO a porté le thème « **Inégalités du revenu des ménages agricoles au Burkina Faso : une étude par la décomposition de l'indice de Gini** ». La communication avait pour objectif de déterminer les sources de l'inégalité du revenu d'une part, et d'autre part, de mesurer les niveaux de revenus observés dans chaque groupe, et de déterminer les écarts de revenu qui pourraient exister entre les groupes. L'auteur a utilisé la décomposition en sous groupes et en sources de revenus d'une part, et la multi-décomposition

comme méthodologie. Les résultats obtenus sur les sources d'inégalité du revenu des ménages agricoles révèle que: (i) au plan national : 33,97 % par l'inégalité du revenu de l'activité non agricole, 25,24% par l'inégalité du revenu de la culture des céréales, 19,86% par celles des cultures de rentes ; (ii) au plan régional : l'inégalité du revenu est plus forte dans les régions du Plateau Central, la Boucle du Mouhoun, du Centre Est et de l'Est. En effet, les coefficients de Gini dans ces régions sont supérieurs au coefficient de Gini national.

La décomposition de l'indice de Gini national en composante interrégionale et intra régionale révèle que les inégalités interrégionales expliquent incontestablement le niveau de l'inégalité. Elles représentent 73,48% de l'inégalité totale. Les facteurs socio-économiques tels que le niveau scolaire du chef de ménage, les équipements que possède le ménage, les ménages dirigés par les femmes et ceux dirigés par les hommes, expliquent respectivement 73,40%, 65,91% 12,36% des inégalités du revenu. Ce type de décomposition a permis de mettre en évidence les sources d'inégalité.

La dernière communication de ce panel sur « **Taiwan Assisted Rice Production in Western Africa with Special Regards to the Sustainable Rice Production in Burkina Faso** » a été faite par Dr. Te-Chen Kao Deputy Director. L'auteur constate que le riz est devenu de nos jours l'aliment de base pour les populations en Afrique Sub-Saharienne. Cependant cette filière rencontre des difficultés majeurs relatives à : la température, pluviométrie, les problèmes d'irrigation, pauvreté du sol, . Ces difficultés ont conduit à une faible croissance de la production agricole, faisant de la sécurité alimentaire une préoccupation.

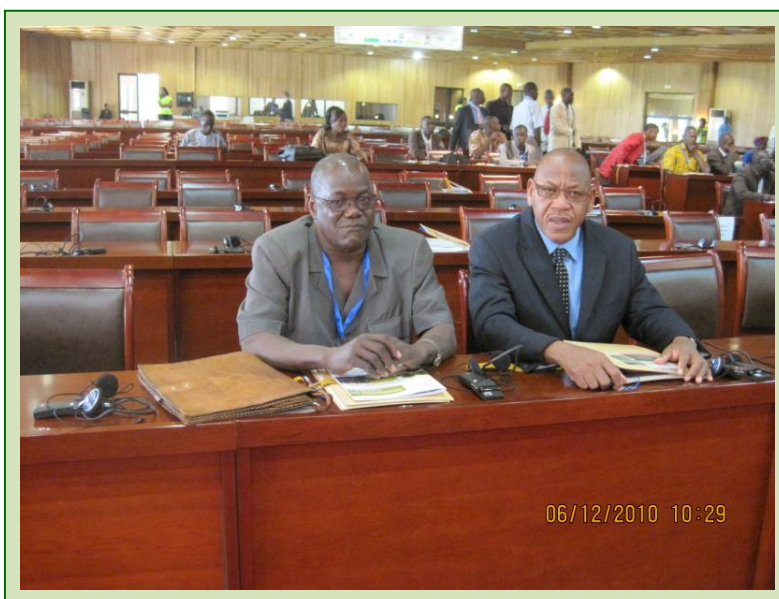
Taiwan a apporté une stratégie pour aider le Burkina Faso dans le cheminement vers l'agro-business.

Au cours de ce panel, les participants ont été peu bavards ; il n'y a eu aucune question.

5.2. Travaux du panel 9

Le panel 9 se déroulait concomitamment avec le panel 8 sur la même thématique de politiques agricoles et marchés dans la salle CORAF sous la modération du professeur Michel Benoit Cattin. Trois communicateurs s'y sont entretenus avec les participants. YIMGA Tatchi a été le premier et il a présenté sur le thème « **Amélioration de l'accès aux marchés et commercialisation des produits de l'élevage pastoral** ». Cette communication, construite à partir d'expériences de l'Organisation néerlandaise de développement (SVN) dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, a rappelé qu'au cours des 20 dernières années, on a assisté à une multiplication des importations des produits laitiers. En effet le Burkina a déboursé plus de 7 milliards entre 2000 et 2005 pour importer le lait. Il s'agit pour le communicateur de suggérer des politiques idoines pour assurer notre indépendance dans ce secteur. Pour cela il s'agit de résorber la faible protection des marchés régionaux mais aussi de corriger les incohérences entre les

marchés nationaux et régionaux. L'exposant propose entre autres, les marchés à bétail autogérés comme modèle alternatif et aussi de lutter efficacement contre les taxes illicites dans le cas particulier du commerce transfrontalier du bétail sur pied. Deux préoccupations ont émaillé les débats à la suite de cette communication : (i) Les méthodes suggérées par l'exposant ne sont-elles pas dépassées ?, (ii) Que pense le communicateur des intermédiaires ? Le conférencier pense que les expériences actuellement conduite par la



Dr Paco SEREME (D), Directeur Exécutif du CORAF et Pr Dembo GADIAGA (G)

SNV, le modèle dit des « marchés à bétails autogérés » (MABA) au nord du Bénin notamment, emporte l'adhésion de la majorité des acteurs autour de ces marchés et présente des résultats en termes d'augmentation des revenus pour ces derniers plus appréciables en comparaison avec les systèmes traditionnels de gestion des marchés à bétail. Aussi, la problématique des intermédiaires trouve de facto sa solution dans ce modèle alternatif des MABA en offrant désormais des mécanismes gagnant-gagnant.

La salle CORAF a accueilli dans ce panel, Dr AWONO Cyprien avec le thème « **Le rôle des importations dans la consommation alimentaire au Cameroun** ». Cette communication avait pour objectif d'analyser la canalisation des importations au Cameroun comme une véritable paix sociale. L'auteur soulève d'entrée de jeu le paradoxe du Cameroun en matière de commerce international. Selon lui, le Cameroun exporte à l'état brut ce qu'il produit et importe les produits finis. L'exposant stipule que la politique d'importation donne quelques avantages à la population locale et assure une paix sociale au gouvernement. Il termine en évoquant la fragilité de l'autosuffisance alimentaire au Cameroun mais pas de dépendance vis-à-vis de l'extérieur et il met aussi l'accent sur la réduction des taxes sur les produits de premières nécessités indispensable pour la paix sociale. Une seule préoccupation a été relevée par les participants à l'issue de cet exposé : que pensez-vous de cette question : Cameroun et soutenabilité des importations ? L'auteur pense que la situation du Cameroun est comparable à un mendiant qui est assis sur une montagne d'or. Des plans quinquennaux ont été mis en œuvre jusqu'en 1997. Pour concilier Cameroun et soutenabilité des importations, les mesures du chef de l'Etat doivent être suivies d'une application concrète sur le terrain

Le dernier intervenant dans ce panel, a animé les participants sur le thème « **Marchés, institutions et développement soutenable : le cas du coton** ». Pr. Kako NUBUKPO, Economiste à la commission de l'UEMOA s'est fixé dans cette communication comme objectifs d'anticiper l'épuisement prévisible du modèle de spécialisation primaire des économies africaines. Il s'agit de mettre en exergue le rôle du système coton dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Mais aussi résoudre le gap de financement du secteur. Il a d'ores et déjà rappelé que l'environnement cotonnier est marqué par des difficultés de trésorerie. Les prix mondiaux sont en effet très volatiles. Le cours mondial du coton est fortement instable et est généralement dicté par l'Inde et la Chine. Deux grandes puissances dans la production cotonnière. Cependant, ses analyses à travers les tests économétriques montrent un bruit blanc. Ce qui veut dire qu'il est difficile de faire une prévision du prix du coton. Dès lors la production du coton n'est pas liée à la hausse de productivité mais à la surface cultivée. Il a illustré ces propos par les exemples suivants : (i) au Mali : les coton-culteurs supposent que les prix d'achat de leurs produits sont faibles tandis que les égreneurs eux travaillent pour un juste prix. (ii) Au Burkina Faso, l'Association Française pour le Développement (AFD) assure un système de lissage des prix. Donc le problème du Mali ne se pose pas exactement au Burkina. Il tire comme enseignements : (i) Il convient de réfléchir sur les coûts normés de production ; (ii) de s'attarder sur la question de la stagnation des rendements et l'impératif d'accroissement de la productivité du coton et (iii) de se pencher aussi sur les questions de fluctuation de la monnaie.

Ce riche exposé a connu deux interrogations : (i) Pourquoi la Sofitex retarde la distribution des intrants ? (ii) Pourquoi toujours le coton au lieu de varier ?

L'auteur pense que la SOFITEX agit ainsi pour mieux maîtriser les questions de suivi-évaluation. Pour la deuxième, il avance qu'à l'heure actuelle la commission de l'UEMOA est entrain de réfléchir sur la question.

VI. PANELS DE LA THEMATIQUE 5

La thématique 5 a été discutée dans trois panels

6.1. Travaux du panel 10

Le premier panel, sous la modération du Pr Sofiane BOUHDIBA a enregistré au total six communications. La première communication donnée par le Pr. DONTSI avait pour thème : « **L'Afrique au sud du Sahara possède-t-elle un avantage comparatif dans l'agriculture ?** ». Les objectifs poursuivis par cette étude étaient, (i) déterminer la place de l'Afrique dans l'offre mondiale des produits alimentaires (ii) tenter à la lumière des théories du commerce



Pr Sofiane BOUHDIBA de la Tunisie, Modérateur du Panel 10

international, de répondre à la question de savoir si l'Afrique possède un avantage ou un désavantage comparatif dans l'agriculture. Au terme de cette étude, il ressort que eu égard aux théories classique et néoclassique, l'Afrique ne possède pas d'avantages comparatifs dans le secteur agricole. Cependant, quelques recommandations pourraient aider à juguler ces difficultés. Il y a entre autres : (i) une spécialisation plus poussée des pays africains dans l'agriculture, (ii) la mise en place des infrastructures routières et énergétiques nationales, sous-régionales et régionales (iii) les

Etats africains doivent mettre sur place un droit foncier approprié permettant de faire passer les terres arables des mains des propriétaires coutumiers vers les véritables producteurs du monde agricole.

Au terme de cet exposé, il a suscité des réactions sur la généralité de l'hypothèse de non possession par l'Afrique d'avantages comparatifs. Certaines par contre ont soulevé la pertinence du concept d'avantages compétitifs par rapport à celui des avantages comparatifs.

L'auteur s'en est justifié en précisant que la brièveté du temps de l'exposé n'a pas permis aux participants de saisir les nuances précisées en conclusion. Sinon que les avantages comparatifs doivent être compris dans une dynamique d'acquisition aux prix d'énormes mutations de la structure productive. Aussi, après avoir fourni la démonstration en remontant depuis Adam Smith, l'auteur conclut à la supériorité du concept des avantages comparatifs à celui des avantages compétitifs.

La deuxième communication s'en est suivie avec le thème : « **Profil de l'Agriculture béninoise : analyse des risques et contraintes liées aux conditions de travail des acteurs du secteur** », développé par ACACHA ACAKPO Hortensia Vicentia.

Cette étude avait pour objectif de contribuer à une meilleure connaissance des conditions de travail en milieu agricole au Bénin. Spécifiquement, il s'agissait pour l'auteur : (i) analyser le cadre législatif et réglementaire du travail dans le secteur agricole, (ii) identifier et analyser les pratiques contractuelles de travail dans le secteur agricole, (iii) identifier la façon dont le travail agricole bénéficie ou non des mesures de protection sociale au regard des risques, maladies et accidents professionnels, (iv) proposer un modèle théorique de développement du secteur agricole.

Cette étude révèle que les éleveurs, les producteurs, les transformateurs, les maraîchers et les pêcheurs ne réunissent pas encore les conditions de travail nécessaires pour assurer une meilleure productivité des facteurs de production. Il faudra donc : (i) Faciliter l'investissement des entreprises privées dans le secteur afin de stimuler la production de la richesse, (ii) donner plus de pouvoir aux organisations professionnelles à travers le fonctionnement des chambres de commerce et d'industries décentralisées, (iii) Renforcer les acteurs à travers les nouveaux défis et enjeux qui se présentent aux acteurs du système comme celui du respect des normes de l'OIT pour faciliter l'exportation des produits et les rendre plus compétitifs à ce même niveau et (iv) Associer les acteurs de la fonction publique et les représentants de l'OIT dans les formations liées aux conditions de travail en agriculture.

Son modèle pour une agriculture durable, repose sur trois piliers : la participation le genre et la transdisciplinarité. Le modèle présente une approche éco-systémique capable d'améliorer les conditions de travail qui procureraient une meilleure santé et une meilleure productivité.

Seule l'influence du cadre réglementaire a fait l'objet de débats dans cette communication.

L'auteur a précisé que les lois existent mais leur application rencontre des difficultés du fait de la mauvaise organisation des syndicats, la méconnaissance par certains acteurs de leurs droits. Souvent, l'application de ces lois a des enjeux économiques et politiques.

La troisième communication de ce panel avait pour thème : « **Contraintes et Performances Agricoles au Congo** ». Ce thème a été développé par Dr NKOUKA SAFOULANITOU LEONARD avec pour objectif d'analyser les contraintes et les performances agricoles au Congo et cela à travers une analyse croisée des statistiques du CNSEE, du Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté - Congo, 2004

Il ressort de cette étude que l'agriculture au Congo est caractérisée par plusieurs contraintes : croissance accélérée du secteur pétrolier au détriment du secteur agricole : problématique du syndrome hollandais au Congo, déconnexion entre villes et campagnes, guerres civiles et aides alimentaires, faibles capacités institutionnelles, mauvais choix politiques. Ces contraintes expliquent les contre performances du secteur agricole.

La réussite de ces stratégies nécessite une véritable volonté des autorités à appliquer le discours sur le terrain et de tirer des enseignements sur les aventures des actions antérieures menées dans le monde agricole. Les stratégies doivent être pertinentes avec les réalités du pays et les perceptions des paysans. Le discours politique récurrent sur l'agriculture doit se traduire par l'augmentation substantielle des investissements alloués au secteur agricole.

Cette communication n'a pas suscité d'interrogations remarquables.

La quatrième communication a été donnée par TINCANI Lucrezia sous le thème : « **Strategies to ensure household food security : agricultural diversification in two regions of Burkina Faso** ». L'objectif de cette communication était de montrer comment le paysan décide d'attribuer sa main d'œuvre limitée et son argent limité pour assurer l'alimentation toute l'année. Pour ce faire, l'auteur a mené des enquêtes auprès de 23 ménages de deux provinces (Yatenga et Zoundweogo) tous les deux mois, soit un



Dr Lucrezia TINCANI (G) de la Grande Bretagne et Dr Cyrille HONAGBODE (D) du Benin

total de 6 enquêtes. Cette étude aboutit à des résultats conformes à la théorie de résilience. Théorie qui explique les éléments rendant un système solide aux chocs. Ainsi, les ménages de ces provinces diversifient leurs activités en vue d'atténuer la variabilité des revenus.

Le constat est que la majorité de la population rurale de ces deux localités est acheteur net de céréales. Une politique de bas prix leur serait bénéfique. Le pouvoir d'achat est un déterminant de la sécurité alimentaire, il est donc urgent de créer et de maintenir les sources de revenus de ces populations.

Au terme de cette communication, il a été reproché à l'article d'avoir occulté les déterminants de l'autoproduction.

L'auteur a précisé à cet effet que les paysans n'arrivent pas à augmenter l'autoproduction car ils ne maîtrisent pas les risques. Ainsi donc, ils prennent des stratégies de lissage consistant à diversifier leurs activités dans les secteurs extra agricoles pour contrer le risque.

La cinquième communication sous le thème : « **Infrastructures de commercialisation et approvisionnement vivrier des grandes villes au Bénin** », a été développée par Dr Cyrille HONAGBODE. L'étude avait pour objectifs d'analyser l'utilisation des infrastructures de commercialisation des produits vivriers au Bénin (maïs, igname), d'une part, et d'évaluer les effets de ces infrastructures sur le commerce de gros desdits produits, d'autre part.

Pour ce faire, des données primaires ont été collectées courant juillet 2010 auprès d'un échantillon de 346 grossistes de maïs et d'un échantillon de 188 grossistes d'igname sur les principaux marchés de produits vivriers du pays. Au total, six marchés d'approvisionnement et sept marchés urbains ont été retenus. Par ailleurs, l'analyse des effets des infrastructures sur le commerce est basée sur l'estimation économétrique d'un modèle d'analyse de la covariance (ANCOVA).

Les résultats de cette recherche montrent que les pistes et les routes utilisées par les grossistes pour l'approvisionnement vivrier des grandes villes au Bénin sont en mauvais état. La majorité des stocks des commerçants font moins de trois mois dans les magasins, mettant clairement en relief une forte rotation des ces derniers. Aussi, les sources d'information des commerçants sont diversifiées, mais dominées par celles transmises à partir de leur capital social. Le transport a un effet positif sur la marge brute du grossiste.

Les pouvoirs publics (Etat et collectivités locales) devraient jouer un rôle décisif au niveau de la gestion des infrastructures de commercialisation, ceci en partenariat avec le secteur privé afin d'améliorer la sécurité alimentaire au Bénin.

Des réactions ont été soulevées au terme de cette communication sur le choix des individus de l'échantillon qui peuvent introduire un biais d'endogénéité.

En réponse à cette préoccupation, l'auteur a d'abord indiqué qu'il a été constitué un échantillon pour chaque produit considéré. Ensuite il a précisé que pour chaque échantillon, le choix des grossistes s'est fait sur la base de l'importance du produit dans l'activité de commercialisation, ce qui induit *de facto* l'association d'un grossiste à la commercialisation d'un seul produit ou produit de premier ordre dans son activité. Ainsi, l'échantillon de grossistes de maïs et celui d'igname sont disjoints. Par conséquent, le problème d'endogénéité ne se pose pas. Par ailleurs, l'auteur a fait remarquer qu'il a été tenu compte de l'indépendance des activités dans le choix des commerçants, évitant ainsi les problèmes d'autocorrelation.

Enfin, la dernière communication donnée par le Pr. Taladidia THIOMBIANO avait pour thème : « **L'élasticité de l'offre de certaines productions, en particulier celles céréalières et de coton dans le cas du Burkina Faso** ». L'étude s'intéresse aux questions de l'élasticité de l'offre de certaines productions, en particulier celles céréalières et de coton dans le cas du Burkina Faso. Elle vise principalement à montrer que les élasticités à pentes négatives peuvent exister. Ainsi, cette étude a nécessité la spécification d'une fonction d'offre du coton et l'utilisation d'un modèle à correction d'erreur pour saisir les comportements des cotonculteurs à court et long terme.

Les résultats de la présente étude conduisent à un double constat. D'abord, parce qu'ils montrent que contrairement au producteur de céréales, le cotonculteur est sensible au prix du marché et réagit positivement à court terme. Ensuite, parce qu'à long terme, cette élasticité négative n'est pas le fait d'un revenu-objectif comme cela aurait pu être pour le producteur céréaliier, mais plutôt de difficultés de combinaison optimale des différents facteurs de production face à une augmentation du prix au producteur.

Le second constat qui en résulte est la baisse du prix et l'augmentation de la production qui constituent un paradoxe d'un point de vue de la théorie économique.

Cette communication a suscité des réactions et suggestions. Lesquelles se sont penchées sur la non prise en compte du prix des autres produits dans la spécification de la fonction d'offre, l'influence du cadre institutionnel et le degré de risque de l'activité.

A ces préoccupations, le communicateur a fait la remarque que la prise en compte de l'unique prix du coton était une hypothèse de travail pouvant faire l'objet de critiques ; et les paysans intégraient le risque dans leurs comportements à travers la diversification de la production et du lieu de production. La poursuite de la culture du coton malgré la baisse s'expliquerait par l'existence des garanties d'achats contrairement aux produits céréaliers.

6.2. Travaux du panel 11

Il s'en est suivi au terme de cette communication, le deuxième panel qui a également inscrit six communications mais seulement trois ont été effectives, toutes sous la modération du Dr Edouard Kouka TABSOBA.

La première communication exposée par Joël Sotamenou a porté sur le thème : « **L'utilisation des déchets recyclés en agriculture : une analyse économétrique** ». Cette étude se propose d'identifier d'une part, à l'aide d'un modèle logit binomial, les variables explicatives de l'utilisation du compost au Cameroun et d'autre part, elle détermine les effets de ces variables explicatives sur chaque niveau de fertilisation à l'aide d'un modèle logit ordonné.

Les résultats indiquent principalement que les « variables de contrôle » qui peuvent servir de formulation de recommandations de politiques économiques afin d'une part de favoriser l'utilisation exclusive du compost ou l'utilisation combinée compost-engrais minéraux sont : l'appartenance à une association paysanne, le droit de propriété sur la parcelle exploitée, la culture des produits maraîchers et la proximité des agriculteurs de leurs parcelles.

Il faut noter que cette communication à son terme, n'a pas enregistré de remarques particulières, ni de suggestions.

La deuxième communication de ce panel a été animée par Romaric OGOUWALE à travers le thème : « **Evolution des potentialités agroclimatiques dans le Bassin de l'oueme au pont de save (Benin)** ». Cette étude avait pour objectif d'identifier les motifs réels conduisant à l'élaboration des stratégies d'adaptation développées par les populations. Ainsi, des données sur la pluviométrie de 1941-2003 subdivisée en deux normales 1941-1970 et 1971-2003 ont été collectées. Ce qui a permis le calcul des indices pluviométriques, des indices du bilan hydrique réalisation des courbes de tendance des anomalies; le test paramétrique de Student utilisé au seuil de 5 % pour apprécier la différence des hauteurs pluviométriques entre les deux normales. Les résultats de cette recherche indiquent une baisse des précipitations, une alternance des années humides et sèches, un allongement de la saison sèche et une réduction de

la durée de la saison pluvieuse. Aussi, la diminution de la réserve en eau des sols traduit l'aridité édaphique qui constitue un handicap majeur à la production agricole dans tout le bassin. La culture échelonnée est alors l'une des stratégies adaptatives pratiquée dans ce bassin comme solution.

L'auteur recommande que les techniciens agricoles accompagnent cette population dans la recherche de meilleures alternatives telles que l'adoption de nouvelles variétés de cultures dites à cycle court comme le maïs sassakawa", l'arachide TS 32-1.

Aucune interrogation n'a été soulevée au terme de la présentation de cette communication.

La 3ème communication est celle de Louis Fagbohoun et a porté sur le thème « **Identification et évaluation de l'effet des polyphénols des folioles de palmier à huile (*elaeis guineensis* jacq) sur le développement des larves de *coelaenomenodera lameensis berti* (coleoptera : chrysomelidae –hispiinae) infectant ces palmiers** ». Cette présentation avait un caractère purement technique sur la lutte contre les ravageurs des cultures afin de d'améliorer la production agricole. Plusieurs discussions entre techniciens ont meublé cette communication.

6.3.Travaux du panel 12

Le dernier panel de cette thématique avait inscrit à son compte cinq communications au total qui ont été effectives sous la modération du Pr Peter MATLON.

Ainsi, la première communication a été animée par Albert N. HONLONKOU sous le thème : « **Diversification agricole optimale en présence des coûts de transaction** ». L'objectif principal de cet exposé était de montrer qu'en présence d'infrastructures de communication peu développées entraînant des coûts de transaction élevés, les optimaux privés et sociaux ne sont pas toujours congruents.

Avec un modèle à deux pays et deux cultures d'une économie décentralisée et à l'aide de la théorie coasienne des coûts et d'un modèle d'optimisation sous contraintes, l'auteur trouve trois résultats théoriques : (i) Les avantages comparatifs des régions peuvent être contrariés par le niveau élevé des coûts des transactions. (ii) Cette situation peut conduire soit à une monoculture appauvrissante, soit à une diversification sous-optimale. (iii) La suppression des coûts de transaction serait plus que compensée par les gains en bien-être. Dès lors, les investissements dans la réduction des coûts des transactions sont socialement bénéfiques.

Les débats sur ce thème ont essentiellement permis de clarifier les concepts de diversification et de spécialisation évoqués dans la présentation. Il ressort que la pertinence de l'un ou l'autre des concepts dépend de l'échelle

d'analyse. Dans un même pays, les régions peuvent se spécialiser dans la production d'une culture donnée. Mais à l'échelle du pays il y'a une diversification des cultures.

La deuxième communication avait pour thème : « **The role of agriculture as a driver to reduce poverty in sub sahara africa (SSA)** », développé par Bakwowi Jeshma .

L'objectif de cette étude était de contribuer à améliorer la compréhension des deux écoles afin d'élaborer des perspectives pour la promotion de l'agriculture en ASS.

L'auteur a introduit son propos en notant que bien que le rôle joué par l'agriculture est généralement reconnu, l'accroissement de la pauvreté dans les pays d'ASS pousse à la réflexion sur son rôle . Pour le premier courant de pensée qui considère l'agriculture comme conductrice de la réduction de la pauvreté, celle-ci joue un pivot dans le maintien des régions rurales, dans la contribution à la croissance, dans la productivité du travail et la distribution du revenu, les liaisons intersectorielles et en maintenant le bien-être du pauvre en garantissant la sécurité alimentaire. Du côté des sceptiques, on reconnaît la contribution de l'agriculture dans l'allègement de la pauvreté mais on attache plus d'importance aux activités non-agricoles (par exemple entreprises rurales non agricoles et les services sociaux. L'auteur conclut en notant que l'agriculture a prouvé sa capacité dans le soutien des pauvres de l'ASS et a aussi fait des contributions énormes à la croissance économique.

Les débats ont permis au communicateur de revenir sur la méthodologie pour montrer que la comparaison s'est faite au niveau des approches et non sur le plan empirique. Il s'est défendu d'avoir fait un plaidoyer pour l'agriculture comme certains ont tenté de faire comprendre. Il était plutôt question de voir quelle était la meilleure approche sur la base des expériences.

Certains intervenants ont soulevé le fait que c'est plutôt du côté du financement de l'agriculture qu'il faut chercher la solution mais des avis tendent à montrer que si l'Afrique continue avec de bonnes politiques agricoles, elle peut se développer.

La troisième communication de ce panel donnée par CHEN Hsueh – Liang sous le thème : « **Agrotourism development in Taiwan** ». L'objectif de ce papier était de montrer le développement et les impacts conséquents d'Agrotourisme dans le processus de soutien des campagnes de Taiwan. Pour le communicateur, l'agrotourisme agit comme une interface entre les consommateurs et les régions rurales pour éduquer et mieux comprendre l'agriculture dans son environnement et ses valeurs. A Taiwan, l'agrotourisme est considéré comme un outil pour régénérer l'économie des communautés agricoles qui souffrent du déclin de revenu agricole. Il s'agit donc de combiner des éléments traditionnels avec le secteur des services pour amener les populations à produire de façon substantielle.

Cette communication a suscité beaucoup d'interventions à travers les interrogations suivantes : (i) Quel est le lien entre l'agriculture et le tourisme ? (ii) Quelle est l'origine de l'agrotourisme et qu'est-ce qui détermine le choix des taïwanais ? (iii) Qui sont les consommateurs de cet agrotourisme et qui sont les acteurs ? (iv) Est-ce que l'agriculture en ville ne pose pas de problème ?

Selon l'auteur, les raisons de l'agrotourisme comme celles de l'écotourisme sont essentiellement économique mais d'autres implications en termes de protection des ressources naturelles, de gestion plus adaptées des fermes par les ruraux sont apparues. L'agrotourisme s'est développé à Taïwan depuis près de 20 ans. Pour lui c'est l'atmosphère agricole qui attire les citadins. Il y a trois groupes de consommateurs : les citadins de Taipei, les élèves et étudiants qui ont appris des choses dans des livres et des citoyens d'Asie du Sud qui viennent parce qu'ils n'ont pas de campagne chez eux. Du côté de l'offre, les villageois se constituent en comité pour la gestion de l'agrotourisme.

La quatrième communication a porté sur le thème : « **Couplage entre Développement Agricole et Alimentation Scolaire en Afrique Subsaharienne : Une Perspective Théorique** » » et a été présentée par James Sumberg.

Cette recherche visait à mettre en exergue la complexité des modalités de transformation agricole associées à l'idée, pourtant apparemment simple, de l'horticulture vivrière locale pour les repas scolaires (HGSF/ home-grown school feeding), une idée de plus en plus largement reconnue comme offrant une solution « gagnant-gagnant ».

Ce papier est essentiellement théorique. Il part de la proposition selon laquelle les programmes de protection sociale comme les cantines scolaires, peuvent être utilisés pour stimuler un développement agricole et changer les modes de vie en milieu rural. A travers une illustration schématique, l'auteur montre que la théorie sous-jacente à l'approche HGSF est l'idée selon laquelle les effets positifs qui lui sont associés en termes de protection sociale et de développement agricole (effets spécifiques et effets liés à l'interaction entre ces deux champs) seront suffisamment puissants pour amorcer la transformation de l'agriculture et, par la suite, celle des moyens de subsistance des zones rurales en ASS. Partant de la théorie du changement, il montre que la structuration de la demande est la clé de jonction entre d'une part les achats publics et la localisation économique et d'autre part la stimulation de l'activité et l'accroissement de la demande en biens et services.

Les débats à ce niveau ont permis au communicateur de préciser que l'essentiel du travail déjà dans leur programme de recherche est théorique. Des suggestions quant à l'implication du secteur privé dans le processus ont été faites, mais pour le communicateur, cela dépend du secteur dans lequel on loge le programme des cantines scolaires. Si les cantines scolaires sont considérées comme un secteur social, le privé n'a aucun rôle à jouer. En prenant l'exemple du Ghana où les représentants du programme ont entrepris de produire des aliments enrichis à base de maïs, il montre que si par contre on met l'accent sur la demande, le privé peut intervenir.

A la question de savoir qui du milieu rural ou urbain est concerné par ce programme, il a répondu que les cantines scolaires dont il est question se trouvent en milieu rural.

La dernière communication a été donnée par Dr. Emmanuel SAWADOGO sous le thème: « **Langues, transfert et appropriation des savoirs et technologies agricoles en situation multilingue : cas du Burkina Faso** »

L'objectif principal de ce papier était de proposer une approche basée sur le processus d'apprentissage/appropriation des savoirs et technologies agricoles qui allie TIC et langues les mieux maîtrisées par les paysans burkinabè.

Après une présentation sommaire de la situation linguistique, au Burkina Faso, l'auteur a passé en revue le modèle actuel. Le modèle actuel de vulgarisation et d'appui conseil agricoles au Burkina qui est selon lui un modèle basé sur le processus d'enseignement. Ce modèle souffre de la non prise en compte de la dimension langue et du manque de supports écrits pour la formation et la post-formation. Il a par la suite fait le point sur la place des langues et du langage dans le taylorisme et le post-taylorisme d'une part, et, d'autre part, caractérise le modèle burkinabè de développement des capacités des acteurs du secteur agricole burkinabè avant de proposer une approche basée sur le processus d'apprentissage/appropriation des savoirs et technologies agricoles qui allie TIC et langues les mieux maîtrisées par les paysans burkinabè en 3 points que sont : (i) Fonctionnaliser les langues nationales burkinabè dans la vulgarisation et l'appui conseils agricoles institutionnels (ii) Construire un dispositif de vulgarisation et d'appui conseil agricoles centré le paysans- apprenants (iii) Allier langues nationales et Technologies de l'Information et de la Communication pour construire une société de savoir en mettant l'accent sur l'écrit et l'image plutôt que l'oral.

Cette communication a suscité des débats car pour certains intervenants, les langues ne constituent pas un blocage pour la promotion de l'agriculture au Burkina Faso comme tente de faire croire le présentateur, c'est plutôt d'une industrie qu'il faut. Il s'avère pourtant, à en croire le présentateur, que c'est sur la base des difficultés réelles rencontrées par les agents techniques de vulgarisation que le problème s'est posé. Par ailleurs, des questions ont été soulevées sur l'échantillon et la méthode d'échantillonnage, de même que sur l'innovation qu'apporte cette communication mais beaucoup sont restées sans réponses faute de temps. Des exemples ont été utilisés comme l'ONG TIN TUA à Fada N'Gourma, le PNGTII, qui font un travail énorme dans la mise à disposition des agriculteurs de supports de formation, pour relativiser la situation dépeinte par le communicateur.

VII. PANELS DE LA THEMATIQUE 6

Afin de mieux orienter l'agriculture de demain, le colloque s'était aussi fixé pour ambition d'en dégager les perspectives. Cette thématique a été subdivisée en trois panels.

7.1. Travaux du panel 13

Le panel 13 sous la modération du Dr Souleymane Ouédraogo a connu trois présentations. La première a été faite par BOLOGO Eric sur le thème : « **Transferts fonciers intergénérationnels, développement durable et sécurisation foncière au Burkina Faso** ». Le papier en question avait pour objectif de faire une analyse sociologique des transferts fonciers intergénérationnels dans le contexte de développement durable. L'auteur a rappelé que la sécurisation foncière constitue une préoccupation cruciale tant pour l'État que pour les ruraux dans la mesure où 80% de la population vit des produits de la terre. A travers une enquête quantitative sur 940 exploitations agricoles et une enquête qualitative auprès des autorités coutumières l'analyse des données a permis d'obtenir les résultats suivants : (i) l'absence d'un accès stable au foncier conduit le plus souvent à une accentuation de la pression sur l'environnement et (ii) la pression démographique influe négativement sur la productivité des terres. Le débat a porté sur la question de savoir s'il y a une prise en compte de ces questions intergénérationnelles dans les réformes agraires et foncières au Burkina Faso. Pour le communicateur, la question des transferts intergénérationnelles du foncier est prise en compte dans les réformes agraires mais il existe un hiatus avec l'application sur le terrain.

Le deuxième et dernier exposé de ce panel a été fait par Sempore Aristide sur le sujet « **Validation d'un modèle de simulation du fonctionnement de l'exploitation coton-céréale- élevage dans l'Ouest du Burkina Faso** ». Le souci de construire avec et pour les producteurs de la zone cotonnière Ouest du Burkina des outils d'amélioration des performances des unités de productions a conduit à l'élaboration d'un modèle très simple de simulation du fonctionnement des exploitations sous Excel. La question est de savoir si un tel modèle est valide. Il s'est agit dans cette étude d'évaluer la possibilité de simuler avec une marge d'erreur limitée le fonctionnement de 26 exploitations agricoles. Pour ce faire, des séries de suivis, d'analyses (sols et fumure organique) et de mesure de production (coton, céréales) ont été effectuées sur les parcelles de ces exploitations. Les données recueillies ont été comparées aux données simulées. Ainsi les résultats de l'étude ont montré que : (i) la production agricole simulée était en deçà de celle mesurée ; (ii) les apports de fumure organique et bilans minéraux simulés différaient de ceux mesurés ; (iii) les charges économiques simulées étaient égales aux charges économiques réelles.

Au regard de ces résultats, le modèle a été validé en tant que outil d'aide à la décision sous réserve de certaines améliorations.

Les débats ont porté sur la validation du modèle. En effet, il ressort des débats que pour une meilleure validation du modèle un accent doit être mis sur la récolte des paramètres du modèle. En effet, ces paramètres doivent tenir compte des différentes zones d'étude. Cependant le communicateur précise que ce modèle existe depuis 2009 et a

déjà fait l'objet d'application sur le terrain et les résultats appréciables montrent que le modèle sert effectivement d'outil d'aide à la décision des producteurs.

7.2. Travaux du panel 14

Le deuxième panel sur les perspectives avec cinq communications a été modéré par Dr Claude Wetta dans la salle CORAF. La première présentation sur le thème « **Gender responsive policies: The way forward for food security in Africa** » a été animée par ANNABELLA Ngenwi. Elle avait pour objectif d'identifier les facteurs qui tiennent compte du genre dans le domaine agricole afin de contribuer efficacement à l'expansion du secteur agricole. L'auteur constate que la femme joue un rôle important dans l'agriculture tropicale avec 60% de la force de travail. Sur la base que les femmes et les hommes bénéficient du même statut, des mêmes droits humains, ils doivent avoir les mêmes opportunités pour contribuer au développement économique de leur pays. Cependant seulement 10% de femmes sont propriétaires de terres au Cameroun. La question qui se pose est : Quelles sont les politiques agricoles ou les stratégies qui tiennent compte du genre ? Les suggestions qui découlent de cette étude sont de façon générale la mise en place des politiques qui tiennent compte de la question genre notamment en prenant en compte les différentes contraintes notamment : (i) les barrières culturelles ; (ii) la participation des femmes aux prises de décision et (iii) l'accès aux crédits et à la terre.

Les questions soulevées par l'exposé, pour l'essentiel, tournaient autour de la volonté manifeste même des femmes à se battre pour acquérir leur propre indépendance mais aussi à bâtir leur succès au lieu de fonder toujours leur espoir sur les politiques.

Du point de vu de l'exposant, on doit commencer à mettre l'accent sur l'éducation des filles afin d'accroître leur poids dans les prises de décision. La réalité est que tous les Hommes désirent être propriétaires de terre et donc pour ce qui est de la question de volonté, les femmes désirent posséder des terres et y travailler. Donc la volonté y est, sans doute.

L'exposé 2 de ce panel portait sur « **Reconnaissance de la location des terres et définition des baux ruraux, perspectives d'encrage de la sécurisation foncière au Burkina Faso** ». Il a été présenté par Pr TALLET Bernard. L'étude avait pour objectif de trouver dans quelles mesures la nouvelle loi foncière (juin 2009) a des chances d'améliorer la gestion foncière, notamment : (i) de préciser le contenu des baux des ruraux afin de doter les exploitations agricoles d'outils de gestion stables et viables; (ii) de vérifier l'articulation du nouveau dispositif de gestion foncière avec le processus de décentralisation. L'auteur précise que des changements dans les pratiques foncières ont été relevés. Ce sont : la disparition des formes traditionnelles d'accès à la terre, l'essor de nouveaux

accords (prêts avec fixation de conditionnalités en particulier sur la durée et l'étendue, prêts avec des contreparties de plus en plus monétarisées), l'émergence de nouvelles formes de transaction foncière (formes non avouées de locations de terres ou processus occultes de ventes). Au regard de ces changements, de nouveaux accords fonciers ont été obtenus à savoir : la reconnaissance des prêts de terres pour toutes les installations sur jachère, pour les autochtones comme les migrants et la volonté de dépasser le silence sur les locations monétarisées et les ventes en introduisant des mécanismes et des procédures permettant la mise en œuvre de nouveaux contrats précisant les contreparties. Après la reconnaissance des prêts de terres à travers l'introduction de la location, la question qui se pose est comment clarifier le cadre juridique ? Pour l'auteur une clarification des règles locales de gestion foncière est requise. Cependant au delà de tout ce qui a été relevé des préoccupations demeurent sur la mise en œuvre effective des nouvelles règles de gestion foncière, les moyens pour y arriver et la volonté politique.

Les principales questions soulevées ont concerné la pertinence des nouvelles dispositions (la nouvelle réforme aura-t-elle un réel impact ?) et les possibilités de sa mise en œuvre.

L'auteur a tout d'abord insisté sur le fait qu'il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Aussi, il a relevé que pour sa part, le cadre légal ayant changé, il demeure optimiste. La question fondamentale est quelle agriculture les burkinabè veulent voir favoriser par les évolutions juridiques, notamment la mise en œuvre d'un cadre juridique favorable aux exploitations agricoles familiales bénéficiant d'un contexte amélioré de sécurisation foncière ?

A la suite de cet exposé c'était autour de Adong Tchoou NOYOULEWA de s'entretenir avec le public sur le thème « **Effectivité des transports routiers et développement de l'agriculture dans l'espace UEMOA** ». L'objectif de ce travail était de mettre en évidence l'importance des transports routiers dans le développement de l'agriculture dans l'espace UEMOA. Le constat général fait par l'auteur est que dans 95% des cas, le transport des marchandises est effectué par la route ; traduisant ainsi l'importance des réseaux routiers au développement. Cependant, l'état des lieux laisse voir un réseau routier lâche (réseau routier défaillant en quantité et en qualité) avec les caractéristiques suivantes : 10 km de route pour 100 km² et en moyenne 2 km de route pour 1000 habitants (avec des disparités selon les pays). Alors que pour amorcer le développement il sied de disposer d'au moins 20 km de route pour 100 km². En termes de qualité le mauvais état a pour conséquence les pertes de temps de 2 à 6 jours. Pour pallier à toutes ces difficultés l'auteur a également abordé l'acte additionnel no 3/2001 portant adoption de la politique agricole dans l'UEMOA (PAU) qui est un instrument communautaire dont l'objectif est de contribuer à la satisfaction des besoins alimentaires de la population et au développement économique et social des pays membres.

Les débats après cet exposé, se sont focalisés sur : (i) Ne doit-on pas mettre l'accent sur la qualité des routes plutôt que de s'attarder sur la quantité ? (ii) Est-ce que les ratios énumérés sont utilisés à des fins de comparaison ?

Pour le paneliste, (i) Le problème de qualité relève de l'incapacité des pays et de leurs entreprises à couvrir les besoins manifestés. C'est ce qui explique qu'on a beaucoup de sentiers inachevés. (ii) Les ratios utilisés ne le sont pas pour des fins de comparaison mais juste pour appréhender la réalité de nos pays.

L'avant dernier paneliste a exposé sur « **Quelle agriculture pour un développement durable ?** ». Dr AMOUSSA Rafiatou dans son travail s'est fixé pour objectif de redéfinir avant tout une politique agricole responsable. Le problème n'est pas au niveau de la production sur le plan mondial mais au niveau de la planification car ceux qui sont vraiment dans le besoin sont marginalisés. Pour ce faire, la présente étude vise à proposer des solutions idoines pour résorber les famines récurrentes en Afrique. Pour le conférencier, l'Afrique est le continent où l'agriculture a souffert de politique erronée et dont la production a baissé au cours des 25 dernières années. Cependant, l'exposant a relevé un certain nombre de problèmes qui inhibent le développement de l'agriculture. Il s'agit : (i) du problème foncier : l'espace est en général réservé pour les grandes exploitations. Beaucoup de terres appartiennent à des héritiers légitimes et illégitimes ; (ii) la propriété familiale est difficile à appréhender, ce qui rend difficile la répartition des terres. Pour résoudre ces problèmes l'exposant propose : (i) d'élaborer des politiques agricoles communes aux Etats africains dont l'objectif principal sera d'abord de garantir l'autosuffisance alimentaire et d'assurer une intégration communautaire très poussée à l'image de celle européenne dans laquelle le poids de l'agriculture dans le budget refléterait l'importance accordée à ce secteur. (ii) de fournir des moyens pour produire les vivres nécessaires pour s'alimenter et préserver leur dignité, mais aussi d'autres produits agricoles qui leur permettraient d'avoir un revenu substantiel afin de sortir de leur état de pauvreté. .

A l'issue de cette présentation les échanges se sont articulés autour de : (i) Le modérateur s'est inquiété de la largeur même du thème, qu'il a d'ailleurs jugé de présentation globale ; (ii) Est-il vraiment possible de copier l'exemple de l'union européenne et de l'appliquer en Afrique ?

L'exposant a justifié le choix de son thème parce qu'il voulait donner une réponse directe et concrète au motif même de l'organisation de ce colloque. Donc il s'agissait pour lui de réfléchir d'ores et déjà sur le thème du colloque raison pour laquelle il a reconduit le même thème comme exercice de réflexion.

En ce qui concerne la deuxième interrogation, pour lui, il ne s'agit pas de copier le modèle européen et de l'appliquer en Afrique mais plutôt de tirer des leçons sur nos échecs passés et apprendre des succès de l'Europe

7.3. Travaux du panel 15

Natacha THIOMBIANO et Kalifa BELEM ont présenté leur communication sur le thème, « **Femmes et agriculture biologique dans la commune de Séguénéga: vers une approche de la contribution du genre à l'intensification des systèmes de production agricole** ».

ASAMOAH Akwasi a été le dernier paneliste à présenter sa communication sur le thème « **Adaptable technique(s) for managing ghanaian saline soils** ». Son travail visait à trouver des stratégies qui permettent l'irrigation des sols salés. Pour ce faire, il part du constat qu'au Ghana, l'agriculture contribue à hauteur de 50% dans le PIB. Cette forte contribution de l'agriculture marque la nécessité de développer des stratégies qui visent à l'amélioration de la productivité agricole. Avec le processus de salinité des sols, ces stratégies doivent être en mesure d'accroître la disponibilité des terres cultivables. En termes de conclusion, il est convenu de la mise en place des techniques pour pallier cette insuffisance. Aussi, ces techniques devront tenir compte de l'économie : (i) elles ne doivent pas nécessiter d'investissements lourds, (ii) elles ne doivent pas nécessiter l'importation massive d'engrais. En somme, des techniques à portée de main pour la population agricole.

Sur cet exposé, il n'y a pas eu de questions.

VIII. CLOTURE

Ayant constaté le bon déroulement des travaux du colloque international, le **Professeur Karifa BAYO**, Président de l'Université Ouaga 2, le **Professeur Taladidia THIOMBIANO**, Directeur du CEDRES et **Son Excellence Monsieur Ablassé OUEDRAOGO**, représentant le comité de réflexion, ont vivement remercié les participants et les ont souhaité bon retour dans leurs pays et familles respectifs. Le fait marquant de cette cérémonie de clôture a été la lecture, l'amendement et l'adoption



Le présidium lors de la cérémonie de clôture : Pr BAYO (G), SEM OUEDRAOGO (C) et Pr THIOMBIANO (D)

de la déclaration de Ouagadougou (voir annexe) qui est un appel solennel lancé par la communauté scientifique

africaine à l'endroit des politiques, des praticiens et des chercheurs pour l'adoption des pratiques agricoles en mettre en œuvre en vue d'un développement durable de du continent africain.

ANNEXE : LA DECLARATION DE OUAGADOUGOU

LA DECLARATION DE OUAGADOUGOU (EN FRANÇAIS)

LA DECLARATION DE OUAGADOUGOU (EN ANGLAIS)

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

DECLARATION DE OUAGADOUGOU

Introduction

Les 6, 7 et 8 décembre 2010 s'est tenu à Ouagadougou, Capitale du Burkina Faso, un Colloque international sur le thème : « *Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ?* ».

L'objectif de ce colloque est de dégager des perspectives pour le développement durable de l'Afrique. De façon spécifique, il s'agit de procéder à un diagnostic de la dynamique de l'agriculture africaine depuis les indépendances (années 1960), d'expliquer pourquoi malgré le nouveau contexte favorable, (Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et la croissance enregistrée dans certains cas), le secteur agricole ne produit toujours pas les effets escomptés.

Afin d'aller au-delà des diagnostics habituels relatifs aux problèmes récurrents de financement, à la faiblesse de la recherche, à la forte dépendance au marché international etc., les participants se sont interrogés sur les causes de la faiblesse d'application d'une thérapeutique plus adaptée à l'agriculture africaine malgré l'existence de facteurs favorables tels que l'abondance de terres irrigables, d'importantes ressources naturelles etc. qui expliquent aujourd'hui la croissance agricole enregistrée dans un certain nombre de pays du continent.

Ayant reconnu qu'actuellement, d'importants efforts sont faits en termes de politique agricole (Déclaration de Paris, PDDAA, ECOWAP, les PNIA etc.), les participants au colloque ont relevé le besoin impérieux d'un engagement plus accru afin de garantir d'une part, la sécurité alimentaire, et d'autre part, la formalisation ou l'approfondissement d'une vision à moyen et long termes d'une politique agricole privilégiant une approche sectorielle intégrée et cohérente au niveau national et continental.

Dans ce contexte, il est apparu :

- la nécessité d'une meilleure compréhension de la crise de l'économie agricole africaine depuis les indépendances ;
- la recherche d'une stratégie agricole pour un développement durable à partir d'innovations ou d'expériences réussies ;
- l'importance d'une application et d'un suivi effectifs de cette stratégie.

I. LA NECESSITE D'UNE MEILLEURE COMPREHENSION DE LA CRISE DE L'ECONOMIE AGRICOLE AFRICAINE

Ayant pris en compte les évolutions positives récentes (croissance remarquables dans un certain nombre de pays, mises en place de politiques communes...), les participants au colloque ont fait le constat d'une crise de l'économie agricole du continent à partir des années 1960, donné les raisons des échecs des politiques agricoles et apprécié leurs conséquences économiques et sociales.

1.1. LE CONSTAT DE LA CRISE DE L'ECONOMIE AGRICOLE AFRICAINE

Au cours de ce colloque, un diagnostic sans complaisance a été fait sur l'inadéquation des solutions au retard de l'agriculture africaine.

Les participants ont passé en revue les causes profondes de la crise de l'économie agricole en Afrique. Celles-ci se manifestent par :

- une production agricole très peu diversifiée et des systèmes de production peu performants ;
- une spécialisation en faveur des cultures de rente au détriment des cultures vivrières ;
- un déficit alimentaire grave comblé par le recours aux importations massives et à l'aide alimentaire internationale ;
- un appauvrissement chronique et une dégradation constante des conditions sociales de la paysannerie ;
- une faible contribution de l'agriculture à l'accumulation productive et à la croissance.

Face à cette situation de crises alimentaires répétitives et à un recul de l'Afrique dans le commerce mondial des produits agricoles, les participants se sont penchés sur les causes des échecs des politiques agricoles.

1.2. LES RAISONS DES ECHECS DES POLITIQUES AGRICOLES

Il a été relevé dans les débats six raisons fondamentales des échecs de ces politiques :

- les raisons tenant aux contraintes structurelles: systèmes de production, instabilité climatique et dégradation des sols ;
- les raisons institutionnelles ;
- les raisons liées aux contraintes technico-agronomiques ;
- les raisons sociologiques et culturelles liées à la société rurale ;
- les raisons liées aux contraintes financières ;
- les raisons de l'instabilité dans le choix du système politique adapté aux réalités du continent : options socialistes versus options néolibérales.

Ces échecs ont eu un certain nombre de conséquences économiques et sociales.

1.3. LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DES ECHECS DES POLITIQUES AGRICOLES RELEVES SONT LES SUIVANTES :

- la faillite des organismes publics d'intervention dans le monde rural ;
- le déficit agroalimentaire et son incidence sur l'économie ;
- la détérioration du pouvoir d'achat, la dégradation sociale et l'aggravation de la pauvreté.

II. LA RECHERCHE D'UNE STRATEGIE AGRICOLE POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Considérant le constat précédemment développé, les propositions des participants au colloque sont :

2.1. LA DEFINITION D'OPTIONS PRIORITAIRES EN MATIERE AGRICOLE

Ces options sont entre autres :

- intensifier et diversifier l'agriculture vivrière,
- garantir la sécurité alimentaire.

2.2. LA PLACE DE L'ETAT DANS LE DISPOSITIF DES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE :

- redonner à l'Etat son rôle premier de promotion, d'impulsion, d'appui, de suivi et d'évaluation des politiques, des stratégies et des programmes agricoles ;
- mettre en place de nouvelles institutions de gestion du secteur agricole.

2.3. LA REALISATION PLANIFIEE D'UNE INFRASTRUCTURE DE BASE POUR L'AGRICULTURE

A ce niveau, l'accent devra être mis sur les secteurs suivants : l'eau, l'énergie, les infrastructures de base et l'appui-conseil comme clef de voûte du développement agricole.

2.4. L'UTILISATION GENERALISEE DES FACTEURS MODERNES DE PRODUCTION ET L'EXPLOITATION DES OPPORTUNITES DE LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE AFRICAINE.

2.5. LA NECESSITE D'ELABORER ET DE METTRE EN PLACE UNE VERITABLE POLITIQUE DE FINANCEMENT DU SECTEUR RURAL.

2.6. LA PROMOTION, LE RENFORCEMENT ET L'ACCROISSEMENT DU FINANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION AU SERVICE DE L'AGRICULTURE.

2.7. LA PROMOTION DES INITIATIVES FAVORISANT LA MISE EN PLACE D'ORGANISATIONS PAYSANNES INDEPENDANTES.

2.8. LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES AGRAIRE ET FONCIERE ADAPTEES.

III. APPELS POUR L'APPLICATION DE LA STRATEGIE

Dans la version finale du Document ACP/28/010/04 de Maputo du 24 juin 2004, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, réunis pour le 4ème sommet des pays ACP les 23 et 24 juin 2004, reconnaissent l'importance fondamentale que joue le développement de l'agriculture dans la croissance économique.

A ce titre, ils se sont engagés à renforcer le développement de l'agriculture et des activités connexes à valeur ajoutée, le développement rural et la sécurité alimentaire au niveau national et régional. Pour mettre en pratique cet engagement, il a été décidé de consacrer 10% des ressources budgétaires au secteur agricole en vue d'atteindre une croissance de 6% d'ici 2015 dans ledit secteur. Ainsi, dans la plupart des pays africains, il a été élaboré des Programmes Nationaux d'Investissement Agricoles (PNIA), marquant du même coup, l'existence d'une certaine volonté politique.

Malgré cette volonté et les engagements renouvelés, le constat aujourd'hui est qu'il n'existe toujours pas assez de surplus agricoles pour sécuriser les populations rurales et alimenter régulièrement les villes afin de réduire les importations massives de denrées et ce, malgré la nouvelle dynamique des quinze dernières années. Cette situation du secteur entraîne aussi un exode rural massif vers les villes ; ce qui aggrave l'insécurité des populations.

Autant de faits qui entraînent une situation assez difficile pour une agriculture non encore capable de nourrir les populations africaines et de dégager des excédents pour l'exportation. Les améliorations enregistrées ne suffisent pas à changer l'état d'ensemble. C'est une des raisons qui explique les mouvements de protestations contre la vie chère et les émeutes de la faim dans certaines capitales africaines et l'accélération des migrations internationales avec tous les drames que l'on connaît.

- Considérant cette situation préjudiciable au développement du continent ;
- Considérant que l'agriculture est la pierre angulaire à toute initiative sociale et économique en faveur du progrès ;
- Considérant les effets négatifs d'une agriculture dégradée sur la santé, l'environnement, l'économie ;

- Considérant que face à une telle situation, les décideurs politiques, les intellectuels, et les acteurs du monde rural doivent assumer leurs responsabilités respectives afin d'insuffler un nouvel élan à la production agricole vivrière.

Devant ce défi, les participants au Colloque tenu à Ouagadougou du 6 au 8 décembre 2010 sur le thème « Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ? » :

- sont conscients de la nécessité d'une poursuite de la réflexion sur le devenir de l'agriculture africaine ;
- s'engagent à poursuivre et à élargir la recherche pour une agriculture plus performante et demandent aux autres acteurs et plus particulièrement aux Etats d'assumer leurs fonctions d'appui et d'impulsion ;
- manifestent leur ferme volonté de mettre en place un comité ad hoc chargé de la mise en œuvre de cette déclaration.

Ce Comité ad hoc mettra en place une structure appelée « Initiative Agricole Africaine » (IAA) qui aura pour principale mission de capitaliser les acquis, analyser les problèmes récurrents et proposer des solutions nouvelles.

Conscients que cette tâche incombe à toutes les instances africaines, les initiateurs de la présente déclaration sur l'agriculture s'engagent à mobiliser les gouvernements, les organismes internationaux et interafricains, les institutions économiques et financières, les acteurs de la société civile ainsi que les universitaires, les intellectuels et les centres de recherche africains pour appuyer la présente initiative qui recherchera une véritable intégration avec les initiatives, politiques et programmes novateurs en cours.

Fait à Ouagadougou, le 8 décembre 2010



INTERNATIONAL COLLOQUIUM ON AGRICULTURE IN AFRICA

OUAGADOUGOU DECLARATION

Introduction

On December 6, 7 and 8, 2010, was held in Ouagadougou, the capital city of Burkina Faso, an international colloquium on the theme: «What agriculture for a sustainable development in Africa? ».

The objective of this colloquium is to identify opportunities for sustainable development in Africa. Specifically, it is to make a diagnosis of the dynamic African agriculture since independence (1960s), explain why despite the new enabling environment, (the Comprehensive Development Agriculture in Africa (CAADP) and the growth in some cases), agricultural sector does still not produce the desired effects

To go beyond the usual diagnoses related to the recurring funding problems, the lack of research, the strong reliance on international market etc., the participants were asked about the causes of the weakness in applying a best treatment suited to African agriculture despite the existence of favorable factors such as abundant arable land, considerable natural resources and so on, which explain today's agricultural growth recorded in a number of African countries.

Having recognized that at present, great efforts are made in terms of agricultural policy (Paris Declaration, CAADP ECOWAP the NIPA etc..), the participants in the colloquium noted the crucial need for increased engagement to first ensure food security, and secondly, the formalization or the deepening of a vision and long-term agricultural policy favoring an integrated and coherent sectorial approach at the national and continental level.

In this context it appeared :

- the necessity for a better understanding of the African agricultural economy crisis since independence ;
- the search of an agricultural strategy for sustainable development based on successful innovations or experiments ;
- the importance of implementation and effective monitoring of this strategy.

I. THE NECESSITY FOR A BETTER UNDERSTANDING OF THE AFRICAN AGRICULTURAL ECONOMY CRISIS

Taking into account recent positive developments (remarkable growth in a number of countries, established common policies ...), the participants have noticed a crisis of the continent's agricultural economy from the 1960s, given the reasons for the failure of agricultural policies and appreciated their economic and social consequences.

1.1. THE ASSESSMENT OF THE AFRICAN AGRICULTURAL ECONOMY CRISIS

During the symposium, an uncompromising diagnosis has been made on the inadequacy of the solutions to the delay of the African agriculture.

Participants reviewed the root causes of the crisis in the agricultural economy in Africa. These are manifested by :

- a very diversified agricultural production and systems of low production performance ;
- specialization in cash crops at the expense of food crops ;
- a serious food shortage filled by recourse to massive imports and to international food aid ;
- a chronic impoverishment and constant degradation of the social conditions of the farmers ;
- a low contribution of agriculture to productive accumulation and growth.

Facing this repetitive situation of food crises and a decline of Africa's agricultural products in the global market, the participants focused on the causes of the failure of the agricultural policies.

1.2. THE REASONS FOR THE FAILURE OF THE AGRICULTURAL POLICIES

Six basic reasons of the failures of these policies were pointed out in the debates :

- the reasons related to structural constraints: production systems, climatic instability and soils degradation ;
- the institutional reasons ;
- the reasons related to technical agronomic constraints ;
- the sociological and cultural reasons related to rural society ;
- the reasons related to financial constraints ;
- the reasons of the instability in the choice of political system corresponding to the reality of the continent: socialist options versus neoliberal options.

These failures have caused a number of economic and social consequences.

1.3. THE ECONOMIC AND SOCIAL FAILURES OF IDENTIFIED AGRICULTURAL POLICIES ARE :

- the failure of public interventions in rural areas ;
- the food deficit and its impact on the economy ;

The deterioration of purchasing power, social degradation and the worsening of poverty.

II. THE SEARCH FOR AN AGRICULTURAL STRATEGY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Considering the assessment previously developed, the proposals of the participants are :

2.1. THE DEFINITION OF PRIORITY OPTIONS IN AGRICULTURE

These options include :

- intensification and diversification of food agriculture,
- ensure food security.

2.2. THE ROLE OF THE STATE IN THE AGRICULTURE TRANSFORMATION SYSTEM :

- restore the state's primary role of advocacy, leadership, support, monitoring and evaluation of policies, strategies and agricultural programs ;
- establish new institutions for managing the agricultural sector.

2.3. THE PLANNED ACHIEVEMENT OF BASIC INFRASTRUCTURE FOR AGRICULTURE

At this level, emphasis should be placed on the following sectors: water, energy, the basic infrastructures and support and advice as the cornerstone of agricultural development.

2.4. THE GENERALIZED USE OF MODERN PRODUCTION FACTORS AND EXPLOITATION OF OPPORTUNITIES OF TECHNOLOGY FOR THE TRANSFORMATION OF AFRICAN AGRICULTURE.

2.5. THE NECESSITY TO ELABORATE AND IMPLEMENT AN ACTUAL FUNDING POLICY FOR THE RURAL SECTOR.

2.6. PROMOTING, STRENGTHENING AND INCREASING RESEARCH FUNDING AND INNOVATION FOR AGRICULTURE

2.7. THE PROMOTION OF INITIATIVES TO ENCOURAGE THE ESTABLISHMENT OF INDEPENDENT FARMER ORGANIZATIONS.

2.8. THE IMPLEMENTATION OF ADAPTED AGRARIAN AND LAND REFORMS.

III. CALLS FOR THE IMPLEMENTATION OF THE STRATEGY

In the final document ACP/28/010/04 of Maputo on 24 June 2004, the Heads of State and Government of African, of Caribbean and Pacific States gathered for the 4th Summit of ACP on 23 and 24 June, 2004, recognize the fundamental importance that is played by the development of agriculture in the economic growth.

In this regard, they pledged to strengthen the agricultural development and value-added related activities, the rural development and food security at the national and regional levels. To put this commitment into practice, it was decided to devote 10% of budgetary resources on the agricultural sector to achieve a 6% growth by 2015 in that sector. Thus, in most African countries, National Programs of Agricultural Investment (NPAI) have been developed, highlighting therefore the existence of some political will.

Despite this will and renewed commitments, the fact is that there is still not enough agricultural surplus to secure the rural populations and to regularly feed the cities to reduce the massive imports of food and despite the new dynamic in the last fifteen years. This sector also leads to a massive rural exodus to cities which aggravates the insecurity of the populations.

All these facts lead to a difficult situation for agriculture that is not yet able to feed African populations and generate surpluses for export. The improvements are not sufficient to change the whole situation. This is one of the reasons that explain the protests against the high cost of living and the riots against hunger in some African capital cities and the acceleration of international migration with all the dramas that we know.

- considering this situation detrimental to the development of the continent;
- considering that agriculture is the cornerstone of any social and economic initiative for progress ;
- considering the negative effects of a degraded agriculture on the health, the environment and the economy ;
- considering that in such a situation, policymakers, intellectuals and rural actors must assume their respective responsibilities in order to instill a new dynamism into food crop production.

Facing this challenge, participants in the colloquium held in Ouagadougou from December 6 to 8, 2010 on "What agriculture for sustainable development of Africa ?"

- are aware of the necessity of continuing the reflection on the future of the African agriculture ;
- agree to continue and expand research to a more efficient agriculture and ask other actors and especially to States to play their role of support and boost ;
- show their commitment to establish an ad hoc committee in charge of the implementation of this declaration.

This Ad Hoc Committee will establish a structure called "African Agricultural Initiative" (AAI), which main task will be to build up the achievements, analyze recurring problems and propose new solutions.

Aware that this task is incumbent on all African bodies, the initiators of the present declaration on agriculture are committed to mobilize governments, international and inter-African agencies, the economic and financial institutions, the civil society actors and academics, intellectuals and African centers for research to support this initiative which will seek a real integration with the initiatives, policies and ongoing innovative programs.

Made in Ouagadougou on 8 December, 2010

